



Vision : 20/20 **iidd** Rapport annuel 2010
Un fier passé, un avenir crucial

1. Notre mission, vision et portée
2. Message du président
3. Message du président-directeur général
4. Conseil d'administration de l'IIDD
5. L'équipe de l'IIDD
6. Vision : 20/20
10. Vous présenter Franz Tattenbach
11. Changements climatiques : trouver un nouvel espoir
12. Retour sur dix ans à la barre de l'IIDD
14. Fondements d'un meilleur avenir : la durabilité pour tous
16. Premiers souvenirs de l'IIDD
18. Outils de communication interactive en ligne
20. L'agriculture à une croisée des chemins : rareté, impacts environnementaux et un nouveau modèle économique
21. L'approvisionnement public stimule les marchés pour des produits et services plus écologiques
22. Limites de la dette
23. Les dons généreux d'entreprises et de particuliers amorcent la phase II de notre campagne de capitalisation
24. Développer une culture de durabilité
25. Utiliser des initiatives adaptées au milieu pour régler des questions de politique « insurmontables »
26. Rapports de programme
 26. Commerce et investissement
 28. Gestion durable des ressources naturelles
 30. Mesure et évaluation
 32. Connectivité mondiale
 34. Services d'information
 36. Changements climatiques et énergie
38. Bilan consolidé de l'IIDD



161 Portage Avenue Est
6^e étage
Winnipeg (Manitoba)
Canada R3B 0Y4
Tél. : +1 (204) 958-7700
Télec. : +1 (204) 958-7710

La Maison internationale
de l'environnement 2
9, chemin de Balalexert
1219 Châtelaine
Genève, Suisse
Tél. : + (41-22) 917-8683
Télec. : + (41-22) 917-8054

75, rue Albert
Bureau 903
Ottawa (Ontario)
Canada K1P 5E7
Tél. : +1 (613) 238-2296
Télec. : +1 (613) 238-8515

300 East 56th Street
#11A
New York, New York
10022 USA
Tél. : +1 (646) 536-7556
Télec. : +1 (646) 219-0955

courrier électronique : info@iisd.ca site Web : www.iisd.org site Web, Services d'information : www.iisd.ca



Imprimé au Canada
© Institut international du développement durable
Direction éditoriale : Dave Wilkins, gestionnaire, Services de publication, IIDD
Conception : 23 Below Graphic Design
Traduction (anglais au français) : Sylvie Sabourin
Impression : Premier Printing, Winnipeg (Manitoba)

Notre mission, notre vision

L'IIDD contribue au développement durable en formulant des recommandations sur les politiques concernant le commerce, les investissements internationaux, les politiques économiques, les changements climatiques, la mesure et l'évaluation, la gestion des ressources naturelles, et le rôle habilitant des technologies de l'information dans ces domaines. Nous rendons compte des négociations internationales et partageons le savoir que nous avons acquis lors de projets collaboratifs. Cela se traduit par une recherche plus rigoureuse, un développement des capacités dans les pays en développement, des réseaux de meilleure qualité entre le Nord et le Sud ainsi que de meilleures connexions mondiales entre les chercheurs, praticiens, citoyens et décideurs.

L'IIDD a pour vision un mieux-vivre durable pour tous, et pour mission d'assurer un avenir durable aux sociétés en favorisant l'innovation. L'IIDD est un organisme de bienfaisance enregistré au Canada, et visé par l'alinéa 501(c)(3) de l'*Internal Revenue Code* des États-Unis. Il bénéficie de subventions de fonctionnement de base du gouvernement du Canada, qui lui sont versées par l'Agence canadienne de développement international (ACDI), le Centre de recherche pour le développement international (CRDI) et Environnement Canada, ainsi que du gouvernement du Manitoba. Des fonds de projets lui sont également accordés par différents gouvernements, au Canada comme à l'étranger, des organismes des Nations Unies, des fondations et des entreprises privées.

Notre portée

Nos sites Web

Du 1^{er} avril 2009 au 31 mars 2010, nous avons constaté par rapport aux 12 mois précédents un volume de visites accru de nos deux principaux sites Web (le site de recherche : www.iisd.org et le site « Linkages » des Services d'information : www.iisd.ca) mis en évidence par un nombre croissant de visiteurs et de téléchargements. Ainsi, environ 554 000 documents en pdf ont été demandés sur www.iisd.org et 446 000 ont été demandés sur www.iisd.ca par rapport à respectivement 480 000 et 357 000 pendant la période précédente.



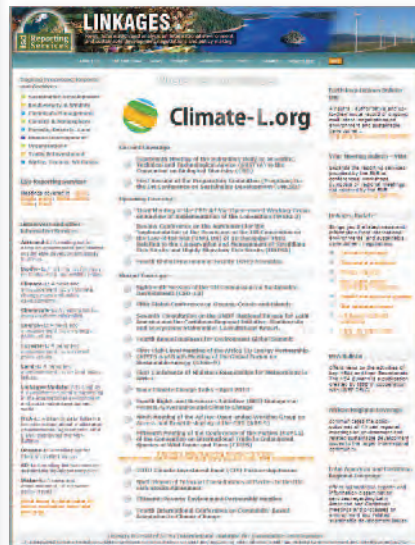
www.iisd.org

Nos listes d'envoi

L'IIDD exploite un certain nombre de listes d'envoi auxquelles sont abonnés des gens du monde entier. Nous avons maintenant un peu plus de 130 000 abonnés en tout. Pour en apprendre plus sur nos listes et vous y abonner, veuillez visiter l'adresse suivante : www.iisd.org/maillinglists.asp.

Publications et médias

Du 1^{er} avril 2009 au 31 mars 2010, sans compter les documents publiés par les services d'information, l'IIDD a affiché 157 livres, articles, commentaires, brochures, extraits, vidéos et contributions à d'autres publications. On peut les retrouver à l'adresse suivante : www.iisd.org/publications. Au cours de la même période, selon nos recherches, l'Institut ou son personnel ou les deux ont été mentionnés 962 fois dans les médias canadiens et internationaux.



www.iisd.ca

Notre équipe, nos connaissances

Ces chiffres ne représentent que quelques mesures spécifiques de notre portée. Ils ne donnent une vue complète ni de nos efforts, ni de notre impact. Pour cela, il faut également tenir compte de notre élément humain, l'équipe de l'IIDD, allant de notre personnel, nos associés et des entrepreneurs avec lesquels nous collaborons, à tous les partenaires qui nous aident à diffuser les connaissances dans le domaine du développement durable. Ainsi, nous sommes présents, à titre d'organisateur ou de participant, lors de nombreux ateliers et conférences dans le monde entier. Nous avons de nombreuses réunions en personne avec des décideurs et des partenaires, nous sommes toujours présents pour rendre compte des réunions et activités internationales, nous plaçons des stagiaires dans le monde entier, et nous partageons tous nos documents, permettant qu'ils soient affichés sur d'autres sites Web ou sur des blogues ou qu'ils apparaissent dans un vaste éventail de journaux spécialisés et magazines.

Message du Président

L'année écoulée a été particulièrement stimulante sur un certain nombre de fronts. Sur la scène internationale, l'Institut s'est distingué par l'entremise de ses Services d'information et de sa couverture, dans le *Bulletin des Négociations de la Terre*, des négociations multipartites et réunions d'affaires connexes. On peut dire que nous n'avons jamais atteint ce volume de travail avant. La conférence de Copenhague sur les changements climatiques (CdP 15) a posé un ensemble de défis différents puisque notre personnel et direction ont activement participé au processus et offert des conseils aux divers gouvernements au sujet des enjeux et des dynamiques latentes dans le cadre d'un processus difficile et quelque peu dysfonctionnel.

Sur la scène nationale, les directeurs de programmes de l'IIDD, son personnel et ses associés ont fait des progrès sur de nombreux fronts dont le moindre n'était pas le lancement du Centre d'innovation pour l'eau et l'aboutissement de divers projets de Mesure et évaluation. Nos publications et sites Web ont acquis une nouvelle apparence alors que la direction a élargi le cercle de nos partenaires quant aux aspects de financement et de financement de projets de nos entreprises. Tout ceci dans un environnement fiscal international et national à tout le moins gorgé de risques pour une organisation vouée à la recherche qui doit accroître ses exigences tous les ans. Je remercie sincèrement tous et chacun pour un superbe travail.

L'année a commencé avec la perspective du départ à la retraite de notre président-directeur général, David Runnalls. Il n'y a pas de plus grande responsabilité, pour un conseil d'administration dans cette situation, que d'assurer tant la continuité que le renouvellement grâce à une recherche rigoureuse et fructueuse du prochain président-directeur général. Je suis très reconnaissant envers le Comité exécutif du Conseil, le Comité de recrutement de cadres



(sous la direction de notre vice-président, Charles Loewen) et Stephanie Cairns, qui ont fourni des services de recrutement de cadres et d'excellents conseils aux comités ainsi qu'au Conseil d'administration. David Runnalls a fourni des conseils sages et efficaces au cours de ce processus et a prouvé son profond engagement et son attachement envers l'Institut et son personnel. Il mérite des remerciements tous particuliers.

En l'honneur des années passées par David Runnalls auprès de l'Institut, l'IIDD a créé un fonds commémoratif portant son nom. Le Fonds David Runnalls pour l'innovation dans le développement durable fera partie intégrante du Fonds d'innovation de l'IIDD et soutiendra un vaste éventail de projets durables hors du domaine de la recherche traditionnelle.

Alors que nous célébrons la contribution de David Runnalls et son leadership pour son intendance exceptionnelle pendant son mandat, en juin, nous accueillerons Franz Tattenbach en sa qualité de nouveau président-directeur général de l'IIDD. Cette année est une année de transition. Nous avons la chance que David Runnalls apporte son aide pour le passage du relais à son successeur, un président-directeur général de tout premier ordre qui a déjà impressionné ceux d'entre nous qui ont eu l'occasion de se trouver en sa compagnie. David Runnalls continuera, en qualité de Membre distingué, d'aider l'IIDD en ce qui concerne les priorités telles qu'elles seront déterminées par le nouveau président-directeur général. Nous avons donc la chance, dans ces conditions, de pouvoir nous réjouir à l'idée de bâtir notre avenir sur des forces existantes et nouvelles. Mes plus sincères remerciements aux directeurs de programmes pour leur dévotion et leur professionnalisme, au personnel pour sa loyauté et son travail acharné, à nos nombreux associés et collaborateurs pour la qualité de leur travail et aux administrateurs pour leurs conseils et leurs impressionnants apports en temps et en efforts tout au long de cette année si singulière.

A handwritten signature in blue ink, which appears to read 'Daniel Gagnier'. The signature is fluid and cursive.

Daniel Gagnier
Président, Conseil d'administration

(Pendant l'année écoulée on a constaté) « ... un environnement fiscal international et national à tout le moins gorgé de risques pour une organisation vouée à la recherche qui doit accroître ses exigences tous les ans. »

Message du président-directeur général

Cette année, l'IIDD célèbre son 20^e anniversaire et le 1^{er} juin, j'ai pris ma retraite au terme de 11 années à la barre.

Alors que Franz Tattenbach assume ses fonctions de président, nous avons beaucoup à célébrer. Nous avons bâti l'une des premières institutions de ce genre dans le monde. Nos programmes sont de haute qualité et je n'hésiterais pas à comparer notre équipe de directeurs de programmes à celle de tout autre groupe de réflexion similaire. Nous avons tellement diversifié notre financement de projets que moins d'un quart provient aujourd'hui de sources canadiennes bien que le Canada continue à fournir des subventions d'exploitation de base, soit 20 p. 100 essentiels de nos revenus totaux, sans lesquelles l'IIDD ne pourrait continuer d'exister. Nous avons un conseil d'administration international de premier ordre représentant toutes les régions du monde. Nous avons élaboré notre propre modèle de gestion, employant un vaste éventail d'associés et de reporters du *Bulletin des Négociations de la Terre* tant pour limiter nos coûts fixes que pour nous permettre d'accéder aux meilleurs penseurs que nous pouvons trouver.

Et nous avons eu maints succès au fil des ans. Nous avons été l'une des premières institutions à faire remarquer la relation critique entre le commerce et le développement durable alors que les autres s'enlisaient dans les débats stériles au sujet du commerce et de l'environnement. Nous avons rendu le processus de règlement des différends concernant les investissements plus transparent et plus accessible pour les pays en développement. Nous avons œuvré à leur identification et à la lutte contre les subventions néfastes pour l'environnement destinées à l'industrie des biocombustibles et maintenant à celle des combustibles fossiles.

Les réunions internationales sont beaucoup plus accessibles et transparentes grâce aux travaux exceptionnels réalisés par nos équipes des Services d'information qui sont présentes lors de pratiquement toutes les négociations environnementales internationales.

Nous avons joué un rôle actif dans les négociations internationales sur les changements climatiques. Malgré la débâcle de Copenhague, nous continuons nos travaux sur la réforme de la gouvernance des changements climatiques, le programme de réduction des émissions causées par la déforestation et la dégradation des forêts dans les pays en développement, ainsi que ceux portant sur l'adaptation aux changements climatiques et l'élaboration d'une politique climatique nord-américaine.

Nous innovons encore dans notre province d'attache, le Manitoba, avec la création de notre Centre d'innovation pour l'eau et son ordre du jour de recherche, qui cherche à utiliser la puissance du marché pour influencer la gestion de l'eau du lac Winnipeg (le dixième plus grand lac d'eau douce du monde et l'un des plus pollués) et de la région.



Nous avons continué à élaborer et à perfectionner des outils d'avant-garde pour mesurer les progrès réalisés vers le développement durable. Les nouveaux Principes de Bellagio publiés par notre équipe de Mesure et évaluation fixent des lignes directrices internationales pour l'évaluation des progrès dans ces domaines et notre projet Peg vise à mesurer la durabilité de l'une des principales villes canadiennes.

Enfin, mais ce n'est pas le moindre de nos efforts, nous continuons à recruter et à former de jeunes leaders canadiens pour les envoyer de par le monde afin qu'ils acquièrent les compétences et l'expérience qui en feront nos prochains leaders en matière de durabilité.

Malgré tout ceci, il est manifeste que nous devons tous en faire plus. Les menaces pour notre environnement, mises en lumière par la Commission Brundtland dans son rapport historique publié en 1987, sont demeurées les mêmes et, dans certains cas, sont encore plus graves aujourd'hui. Certes nous avons gagné de nombreuses batailles, mais nous sommes loin d'avoir gagné la guerre. Le défi que devront relever Franz Tattenbach et ses collègues alors qu'ils entrent dans la troisième décennie de l'IIDD est d'axer sans faillir les ressources de l'Institut sur les domaines dans lesquels nous pouvons amener un changement transformateur au niveau des forces économiques et politiques qui nous gouvernent.

David Runnalls
président-directeur général

Conseil d'administration de l'IIID, 2009/2010



Daniel Gagnier
Président, Conseil d'administration
de l'IIID (Canada)



David Runnalls
Président-directeur général, IIID
(Canada)



Stephanie Cairns
Directrice, Wrangellia Consulting
(Canada) à la retraite
en juin 2009



John Forgách
Président, Equator LLC
(Brésil)



Roger Gibbins
Président-directeur général, Canada
West Foundation (Canada)



Isabelle Hudon
Présidente,
Marketel (Canada)
élue en juin 2009



Laxanachantorn Laohaphan
Vice-présidente des Affaires
internationales, Chulabhorn Research
Institute (Thaïlande)
à la retraite en juin 2009



Charles Loewen
Président-directeur général,
Loewen Windows (Canada)



Måns Lönnroth
Ancien directeur général de Mistra,
la fondation suédoise pour
la recherche stratégique
environnementale (Suède)



Claude Martin
Conseiller honoraire et ancien
directeur général, WWF-
International (Suisse)



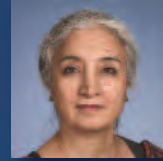
Gordon McBean
Directeur des études de politique,
Institut de prévention des
sinistres catastrophiques
(Canada)



Patricia Moles-Rivero
Gestionnaire de pays pour le Brésil,
Petra Foods Pte. (Brésil)



Mark Moody-Stuart
Président, Global Compact Foundation
(Royaume-Uni)



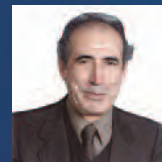
Khawar Mumtaz
Shirkat Gah Women's
Resource Centre (Pakistan)
à la retraite en juin 2009



Papa Kwesi Nduom
Président-directeur général,
First National Savings and Loans
(Ghana) élu en juin 2009



Maureen O'Neil
Présidente-directrice générale,
Fondation canadienne de la
recherche sur les services
de santé (Canada)



Mohamed Sahnoun
Ambassadeur, Conseiller spécial
du Secrétaire Général pour
l'Afrique (Algérie)
à la retraite en juin 2009



Bruce Sampson
Ancien vice-président de
Sustainability, BC Hydro (Canada)



Bruce Schlein
Vice-président, Affaires
environnementales, Citi (USA)



Vicky Sharpe
Présidente-directrice générale de
Technologies du développement
durable du Canada (Canada)



Emőke Szathmáry
Présidente émérite et professeure,
Université du Manitoba (Canada)

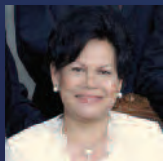


Tensie Whelan
Directrice exécutive, Rainforest
Alliance (États-Unis)

Conseillers de l'extérieur

Margaret Biggs, Présidente, Agence canadienne
de développement international
David Malone, Président, Centre de recherches
pour le développement international
Fred Meier, Sous-ministre, Department of
Conservation, province du Manitoba,
depuis mars 2010

Ian Shugart, Sous-ministre,
Environnement Canada
Paul Vogt, Greffier du Conseil exécutif,
province du Manitoba



Erna Witoelar
Présidente, Indonesia Biodiversity
Foundation (Indonésie)
élu en juin 2009



Milton Wong
Président, Perceptronix (Canada)

Membres distingués

Jacques Gérin
Art Hanson
Jim MacNeill, Président émérite
Mohamed Sahnoun (juin 2009)
Maurice Strong

Président fondateur

Lloyd McGinnis

Amis de l'Institut

Gro Harlem Brundtland
Gary Filmon
José Goldemberg
Jim MacNeill
Brian Mulroney
Sir Shridath Ramphal
Maurice Strong



L'équipe de l'IIDD

L'équipe de l'IIDD est un groupe diversifié composé de personnes talentueuses et motivées provenant du monde entier. Avec des bureaux à Winnipeg, Genève, Ottawa et New York, l'IIDD est un réseau chamarré et international de personnel, associés, experts-conseil et jeunes stagiaires qui apportent chacun à nos travaux leurs propres et uniques expériences, points de vue et énergie. Les personnes suivantes ont travaillé pour l'IIDD en 2009-2010.

Personnel

Javed Ahmad
Ben Akoh
Heather Anderson
Jocelyn Andrew
Rod Araneda
Heather Baker
Sue Barkman
Christopher Beaton
Lori Beattie
Nathalie Bernasconi-Osterwalder
Livia Bizikova
Susan Boning
Jessica Boyle
Oli Brown
Carolee Buckler
Melanie Burt
Johnvee Calaguian
Christopher Charles
Sandra Cheng
Diane Conolly
Alec Crawford
Heather Creech
Dennis Cunningham
Ramon Dator
Julie Dekens
Fariba Di Benedetto-Achtari
John Drexhage
Lael Dyck
Ramona Fryza
Janice Gair
Philip Gass
Bill Glanville
Vicky Goodall
Karen Goulding
Rick Groom
Mark Halle
Anne Hammill
Tammy Karatchuk
Marius Keller
Colleen Lane
Kerryn Lang
Sylvia Lehmann-Weilenmann
Grace Lorusso
Jason Macki
Jason Managire
Clarita Martinet Fay
Stacy Matwick
Matthew McCandless
Christina Moffat
Elias Mukozi
Bill Norosky
Jo-Ellen Parry
Nona Pelletier
Oshani Perera
Evan Peters
Jacqueline Pilon
László Pintér
Michael Ratcliffe
Dimple Roy
Marlene Roy
David Runnalls

Christa Rust
Ian Seymour
Stuart Slayen
Adam Stetski
Darren Swanson
Shelly Swidinsky
Flavia Thomé
Charles Thrift
Hank Venema
Tim Verry
Damon Vis-Dunbar
Vivek Voora
Debbie Watkins
Shannon Wentz
Peter Wooders
Huihui Zhang

Associés

Maja Andjelkovic
Mark Anielski
Graham Ashford
Stephan Barg
Jane Barr
Jane Barton
Aaron Cosbey
Brian Davy
Frédéric Gagnon-Lebrun
Richard Grosshans
Peter Hardi
Rochelle Harding
Tara Laan
Richard Lawford
Jean-François Lévesque
Caroline Lewko
Don MacLean
Mahnaz Malik
Howard Mann
Fiona Marshall
Robert McLeman
Sheldon McLeod
Alanna Mitchell
Deborah Murphy
Jean Nolet
Bryan Osborne
Leslie Paas
Jiahua Pan
Jean Perras
Jim Perry
Jason Potts
Béatrice Riché
Dale S. Rothman
Dan Rubenstein
Douglas Russell
David Sawyer
Cory Searcy
Kathleen Sexsmith
Sabrina Shaw
Valerie Snow
David Souter
Ron Steenblik
Natalie Swayze
Neal Thomas

Dagmar Timmer
Dennis Tirpak
Stephen Tyler
Tony Vetter
Dave Wilkins
Terri Willard
Chris Wunderlich

Membres honoraires senior

Richard Matthew
Adil Najam

Services d'information

Soledad Aguilar
Imran Habib Ahmad
Tomilola "Tomi" Akanle
Stephanie Aktipis
Karen Alvarenga de Oliveira
Asheline Appleton
Melanie Ashton
Graeme Auld
Paula Barrios
Nienke Beintema
Dan Birchall
Alice Bisiaux
Robynne Boyd
Douglas Bushey
Suzanne Carter
Pamela Chasek
Claudio Chiarolla
Alexandra Conliffe
Alexis Conrad
Deborah Davenport
Francis Dejon
Daniela Diz
Peter Doran
Susan Edwards
Ángeles Estrada
Socorro Estrada
Renata Foltran
Bo-Alex Fredvik
Claudia Friedrich
Mongi Gadhoun
Myriam Gadhoun
Sandra Gagnon
Eréndira García
Johannes Gnann
Tasha Goldberg
Leonie Gordon
Langston James "Kimo" Goree VI
María Gutiérrez
Reem Hajjar
Kate Harris
Sikina Jinnah
Stefan Jungcurt
Hal Kane
Resson Kantai
Tallash Kantai
Pia Kohler
Hélène Kom
Khemaros "Pui" Kuhasantisuk
Kati Kulovesi

Aaron Leopold
Kate Louw
Jonathan Manley
William McPherson
Leila Mead
Alice Miller
Chad Monfreda
Marie-Annick Moreau
Elisa Morgera
Aki Mori
Miquel Muñoz
Wangu Mwangi
Laurel Neme
Kate Neville
Diego Noguera
Dorothy Wanja Nyingi
Olivia Pasini
Gmelina Ramirez
Eugenia Recio
Keith Ripley
Anne Roemer-Mahler
Tanya Rosen
Renata Rubian
Laura Russo
Nicole Schabus
Maja Schmidt-Thomé
Mark Schulman
Anna Schurz
Natacha Schwartz
Ari Shapiro
Sabrina Shaw
Richard Sherman
Matthew Sommerville
Chris Spence
Markus Staas
Jessica Templeton
Elsa Tsioumani
James Van Alstine
Andrey Vavilov
Brad Vincelette
Ingrid Visseren-Hamakers
Lynn Wagner
Hugh Wilkins
Liz Willetts
Nancy Joanne Williams
Simon Wolf
Peter Wood
Sean Wu
Kunbao Xia
Yulia Yamineva

Stagiaires

Bjørnar Egede-Nissen
Napatsi Folger
Calista Morrison
Jesse Tunglik
Elizabeth Zarpa

En 1988, après la présentation du rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (la Commission Brundtland), le Premier Ministre du Canada, Brian Mulroney, a pris la parole à l'ONU et a annoncé que le Canada serait fier d'accueillir un institut conçu pour promouvoir la cause nouvelle du développement durable. La province du Manitoba, sous le leadership de son Premier ministre, Gary Filmon, a rapidement offert son soutien. La société civile était en effervescence et l'IIDD a été créé deux ans plus tard, lors de la conférence Globe '90 à Vancouver.

Vision : 20/20

Pendant 20 ans, l'IIDD a cherché à remettre en cause la façon de penser traditionnelle en matière d'environnement et de développement et a fait diligence pour devenir un leader novateur dans le domaine des politiques. Son accomplissement le plus important a peut-être été d'attirer constamment des penseurs et leaders dynamiques et passionnés capables de porter sur le monde un regard qui cherche une relation plus équilibrée et saine entre les individus, l'économie et l'environnement.

Alors que l'IIDD célèbre son 20^e anniversaire, certains des anciens de l'Institut passent en revue les accomplissements des 20 dernières années alors que de nouveaux venus se penchent sur la boule de cristal pour nous dire ce qui, à leur avis, constitue les principaux défis auxquels l'IIDD devra faire face au cours des 20 prochaines années.

Quand vous regardez les 20 ans de l'histoire de l'IIDD, quelles sont, d'après vous, les principaux apports qu'à fait l'Institut au développement durable?



Bill Glanville, vice président-directeur général

Trois domaines viennent tout de suite à l'esprit.

D'abord, en 1991, l'IIDD a pris la décision d'entreprendre des recherches sur les liens entre le commerce, l'environnement et le développement, axant plus particulièrement ses efforts sur la façon dont le commerce pourrait contribuer plus efficacement à répondre aux besoins des pays en développement. Cette décision était antérieure à la création de l'Organisation mondiale du commerce et plaçait l'IIDD dans une position favorable pour former un nombre important de partenariats et

développer une capacité de recherche sur les questions commerciales régionales dans les pays en développement.

Ensuite, le *Bulletin des Négociations de la Terre*, publication vedette des Services d'information, est devenu un élément important sur la scène du développement durable. Depuis leurs modestes débuts au Sommet de la terre de Rio en 1992, les Services d'information ont continué à étendre leur éventail de produits d'information et à polir leurs capacités d'utilisation des nouvelles technologies pour mieux diffuser leurs connaissances à un public d'envergure mondiale.

Enfin, l'IIDD lui-même s'est avéré un important ajout à la communauté des instituts de recherche en développement durable. Grâce à sa capacité à atteindre un vaste public, au fait qu'il concentre ses efforts sur l'innovation, à sa structure souple et à son attitude proactive, l'Institut est devenu un membre extrêmement efficace du réseau mondial d'organisations qui offrent des recherches utiles et objectives sur les changements de politique nécessaires pour atteindre le développement durable.



Heather Creech, directrice, Connectivité mondiale

Lorsque je pense à ces dernières années à l'IIDD, ce ne sont pas des livres, des bases de données, des réunions ou des sites Web dont je me rappelle, mais bien plutôt des visages, l'enthousiasme d'un membre du personnel invité à rencontrer un ministre du gouvernement, le rire d'un groupe de gens qui tentent de mettre de nouvelles idées en œuvre et l'intensité de l'expression d'un stagiaire qui se prépare à compter dans une organisation internationale. Je pense que l'un des principaux apports de l'IIDD est son capital humain : des gens passionnés, ingénieux, créatifs et désireux de

faire du monde un meilleur lieu où vivre. Notre personnel, ancien et actuel, nos associés, nos stagiaires et nos anciens des Services d'information sont devenus la cinquième colonne dans le monde, aidant à accumuler, une personne à la fois, les effectifs qui permettront l'avènement du changement.



Aaron Cosby, associé et conseiller principal, Changements climatiques et commerce

Dans le domaine du commerce, l'IIDD a fondamentalement transformé le discours international qui se résumait alors à un dialogue de sourds entre les champions du libre-échange et les défenseurs de l'environnement. Par conséquent, nous avons aidé à modifier ce qui avait été une lutte désorganisée au sujet du commerce et de l'environnement en y ajoutant l'élément du développement, parlant de commerce et de développement durable, et avons permis à toutes les parties d'avoir un langage commun. Nos efforts ont été essentiels dans le tour plus positif qu'ont pris les discussions.

Dans le domaine de l'investissement, nos travaux pour élaborer une ébauche de modèle d'accord sur l'investissement international se distinguent parmi un grand nombre d'importants accomplissements. L'accord offre une vision positive de ce que peuvent devenir les accords sur l'investissement à l'échelle internationale et a amené une génération d'avocats, d'économistes, de négociateurs, d'analystes et de décideurs à réfléchir à ce qui devrait être modifié pour que l'investissement conduise réellement au développement durable.



Pamela Chasek, rédactrice en chef, *Bulletin des Négociations de la Terre*, Services d'information de l'IIDD

De là où je me situe, la publication du *Bulletin des Négociations de la Terre* a été l'un des apports essentiels de l'IIDD au développement durable. Le *Bulletin* a introduit la transparence dans le processus de négociations multilatérales sur l'environnement et le développement durable depuis 1992. Avant cela, il était très difficile de savoir ce qui se passait pendant ce genre de négociations. La documentation officielle ne comportait jamais suffisamment de détails pour rendre les gouvernements

responsables de leurs déclarations et engagements.

Le *Bulletin* permet à tous de suivre les négociations où qu'ils soient dans le monde, sans avoir à y être présents (réduisant ainsi l'empreinte carbonique). Il permet en outre aux organisations non gouvernementales de tenir leur gouvernement responsable, aux universitaires de réaliser des recherches, aux médias d'obtenir des renseignements détaillés au sujet des discussions et aux gouvernements de former de nouveaux négociateurs. Nous avons maintenant 18 ans d'archives accessibles par tous; historique officiel de 24 courants de négociations dans le domaine du développement durable au sein du système des Nations Unies.

Selon vous,
quel est l'enjeu
le plus essentiel
pour atteindre
la durabilité
dans le monde
au cours des
20 prochaines
années? Quel
rôle l'IIDD
peut-il jouer
dans le
traitement de la
question?



Huihui Zhang, gestionnaire de projet,
Commerce international et marchés durables

Parmi les nombreux défis que doit relever le monde pour atteindre la durabilité au cours des 20 prochaines années, l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à ceux-ci sont les plus cruciaux. L'IIDD peut aider activement à relever ces défis.

L'un des concepts les plus importants pour le futur développement du monde est celui d'économie faible en carbone, particulièrement pour les pays en développement qui suivent une nouvelle voie de développement par rapport aux pratiques des pays développés qui produisent de fortes quantités de carbone et de pollution. L'IIDD peut aider à aborder cette question en étudiant les stratégies et politiques fondées sur une économie faible en carbone, les systèmes de contrôle et d'évaluation du carbone, les échanges de droits d'émission, etc.

Il est manifeste que les changements climatiques vont continuer à se produire pendant un certain nombre de décennies en dépit des efforts réalisés par l'humanité. Alors que la majorité des efforts précédemment déployés étaient axés sur l'atténuation (c.-à-d., la réduction des émissions et les énergies renouvelables), il faut porter une attention accrue à l'adaptation, plus particulièrement en ce qui concerne les pays les moins développés qui sont les plus vulnérables aux effets des changements climatiques. Les principaux domaines d'étude de l'IIDD incluent notamment les stratégies d'adaptation pour divers secteurs (c.-à-d., le secteur rural, les ressources en eau, les régions côtières, la santé publique et l'écologie), la planification urbaine et rurale résiliente au climat, les analyses coûts-avantages, les études de cas et le renforcement des capacités.



Oli Brown, chercheur principal et gestionnaire de
programme, Économie et développement durable

Guerre ou paix? Il ne s'agit pas simplement d'une petite déformation du titre du roman de Tolstoy. La question déterminera si nous pouvons vivre de façon durable au cours des 20 prochaines années (si nous le pouvons d'ailleurs). Les conflits, comme l'a indiqué la Banque mondiale, c'est le développement à l'envers. Ils tuent les populations

mais aussi les possibilités, ils détruisent les constructions et le progrès. Bien que cela n'en ait pas l'air, au cours des quelques 15 dernières années, il y a eu plus de pays dans le monde qui ont mis fin à des conflits que de pays qui en ont entamé. Mais, il n'est pas garanti que cette tendance se poursuive. Le monde fait face à des menaces intimidantes telles que la prolifération nucléaire, la contagion financière et biologique, les changements climatiques, la raréfaction croissante des ressources et la fin du pétrole à bas prix. L'IIDD peut aider en tentant d'évaluer certaines de ces menaces et en élaborant des moyens de régler les tensions sous-jacentes avant l'éruption de conflits violents. Si nous comprenons le genre de risque qui nous attendent, nous serons mieux placés pour y réagir, par exemple en encourageant la coopération au sujet des ressources partagées, en développant de nouvelles façons de retirer des marchés internationaux les ressources liées aux conflits ou en aidant les communautés à faire face au changement environnemental. Cela ne concrétisera peut-être pas toutes ces chansons de John Lennon sur la paix mais c'est un début.



Matthew McCandless, gestionnaire de projet, Changements climatiques

Le monde est confronté à des défis inédits. D'un climat en pleine évolution à des ressources en rapide déclin, les pressions subies par les systèmes humains sont de plus en plus intenses au fur et à mesure de l'érosion de la résilience. Nous avons constaté comment un seul volcan, un seul virus, un seul défaut financier, une seule marée noire ou un seul terroriste peut provoquer des effondrements catastrophiques de la résilience des systèmes humains. La croissance rapide de nombreux pays en développement offre à des milliards de gens la chance d'améliorer leur niveau de vie mais ajoute une pression supplémentaire sur les écosystèmes et les ressources. Parallèlement, les sociétés développées que ces pays cherchent à imiter sont endettées puisque les gouvernements sont affaiblis face à des défis complexes, ce qui érode encore plus la résilience. L'IIDD possède une riche expérience dans le domaine de la recherche au sujet des trois piliers de la durabilité. L'Institut peut guider les politiques dans les sociétés développées et en développement vers des résultats durables, tant dans les limites du paradigme de croissance qu'au fil de l'apparition de nouvelles solutions de rechange. En combinant les forces de tous les domaines de programme, l'IIDD peut collaborer plus efficacement au sujet de vastes questions afin de permettre aux populations et aux gouvernements d'améliorer la résilience environnementale, économique et sociale.



Chris Charles, administrateur de programme, Initiative mondiale sur les subventions

D'après moi, l'un des défis les plus importants pour atteindre la durabilité est la réforme des politiques qui semblent nécessaires et qui, au fil du temps, sont devenues parties intégrantes de la politique gouvernementale. Les subventions, plus particulièrement celles qui sont accordées au domaine des combustibles fossiles du secteur de l'énergie se rangent dans cette catégorie. L'IIDD a reconnu très tôt que pour qu'une société soit durable, ses gouvernements doivent réformer les systèmes de subventions accordées aux énergies préjudiciables. La nature politique des subventions et leur utilisation généralisée comme outil de politique économique signifient que leurs effets sur l'environnement sont fréquemment jugés secondaires par rapport aux priorités économiques. Par conséquent, l'augmentation de la sensibilisation à l'importance des subventions préjudiciables, spécialement celles touchant aux combustibles fossiles, et la nécessité de traiter ce sujet représentent un lourd défi.

Le fait que l'IIDD pense que cette question devrait être abordée, combiné avec une capacité à déterminer les principales questions et à y répondre avant qu'elles ne deviennent ordinaires a suscité la création de l'Initiative mondiale sur les subventions, programme voué à la réforme des subventions préjudiciables. Les préoccupations croissantes concernant l'utilisation de subventions ont suscité l'apparition d'un certain nombre de nouvelles initiatives axées sur la réforme des subventions telles que le processus actuel centré sur le G-20. Cependant, il reste beaucoup à faire.

Notre société fait maintenant face au défi croissant qu'est la restructuration de ces politiques (telles que les subventions pour les combustibles fossiles), qui, à première vue, semblent nécessaires mais qui ne nous aident nullement à atteindre la durabilité ou à créer une meilleure société à léguer aux générations à venir.

Vous présenter Franz Tattenbach

Président-directeur général, IIDD

En juin 2010, l'IIDD a marqué le début d'une nouvelle ère en nommant Franz Tattenbach en qualité de nouveau président-directeur général de l'Institut. Pendant 17 ans, M. Tattenbach a été directeur général de FUNDECOR, une organisation costaricaine connue pour ses travaux sur la lutte contre la déforestation et sur d'autres enjeux liés à la conservation et au développement. Il est titulaire de diplômes en développement économique et sciences de la paix, économie spatiale, et économie agricole. De 1996 à 2004, il a été l'ambassadeur des changements climatiques du Costa Rica et négociateur en chef à l'ONU où il a été vice-président du Conseil exécutif du Mécanisme pour un développement propre. Il est animé d'une profonde passion pour le développement durable et est convaincu qu'il est réalisable. Pour se présenter, il discute de son expérience et de ses pensées dans le domaine du développement durable.

Depuis combien de temps travaillez-vous dans le domaine du développement durable (DD)?

Je m'y intéresse depuis le début de mes études universitaires. En tant qu'étudiant de premier cycle en économie agricole venant d'un pays en développement, il était très important que je comprenne le développement économique et ce qu'il signifie réellement pour une économie et une société. En ce temps-là, l'étude du développement économique et des modèles de développement se conformait à une optique relativement simpliste. Je me suis alors vivement intéressé à l'étude de la façon dont les pays en développement atteignaient, et maintenaient, le développement économique. Cela m'a amené aux domaines de l'économie régionale (spatiale), de la modélisation de l'économie réelle et des sciences de la paix au cours de mes études de maîtrise et de doctorat à Cornell University.

Pourquoi avez-vous choisi de travailler dans le domaine du DD?

Au début de mes études universitaires, le développement économique était, par définition, « durable » : les ressources naturelles étaient une évidence (la variable contraignante) et les infrastructures et le capital humain étaient endogènes. Au fil du temps, je me suis rendu compte que le développement économique à long terme signifiait qu'il fallait tenir compte des ressources naturelles et des implications intergénérationnelles que nous connaissons aujourd'hui sous le nom de développement durable.

Comment, selon vous, l'IIDD a-t-il contribué à la réalisation du DD au cours des 20 dernières années?

Au cours des 20 dernières années, l'IIDD a contribué au développement durable en s'efforçant de le défendre : l'impératif et ses



possibilités. Et nous avons réussi. Aujourd'hui, personne ne prônerait un développement qui ne pourrait offrir un meilleur bien-être économique aux sociétés les plus pauvres et personne ne défendrait un développement qui ne soit pas inclusif ou qui ne soit pas durable pour la prochaine génération. Nous avons créé la demande. L'IIDD a en outre adopté une approche scientifique non partisane de la recherche dans le domaine des politiques du développement durable, lui permettant d'acquérir respect et influence. Cela donne à l'IIDD une base solide pour présenter de nouvelles politiques et de nouveaux mécanismes, véhicules nécessaires pour canaliser la demande de durabilité afin de concrétiser les changements transformateurs requis pour que le développement durable devienne l'une des préoccupations permanentes des consommateurs et des électeurs.

Quels sont les principaux obstacles à la promotion du DD au cours des 20 prochaines années et comment peuvent-ils être surmontés?

L'un des principaux obstacles auxquels nous sommes confrontés pour promouvoir le développement durable est celui de la réduction de l'écart entre les objectifs de développement à long terme et les mesures à court terme qui sont plus viables dans le contexte de reconnaissance commerciale et politique actuelle. L'une des façons de combler cet écart est de rendre la durabilité beaucoup plus conviviale, beaucoup plus dépendante de la volonté du consommateur. Il existe une réelle et croissante demande de la société à l'égard de la durabilité. Elle doit être canalisée. Nous refusons parfois de changer de position et nous devenons cyniques à propos des solutions de départ qui, de par leur nature même, pourraient être parfaitement adaptées. D'après mon expérience, différents acteurs économiques dépasseraient leurs intérêts à court terme à la poursuite de plus vastes intérêts à long terme s'ils pouvaient penser qu'il existe un intermédiaire honnête qui tienne compte des intérêts de chacun. Je pense que l'IIDD est vraiment l'un de ces honnêtes intermédiaires, et le fait de se trouver dans cette position enviable nous donne non seulement la chance, mais aussi l'obligation, de réaliser le changement transformateur sur la scène de la durabilité.

Pour de plus amples renseignements sur Franz Tattenbach, veuillez consulter www.iisd.org/about/StaffBio.aspx?bno=1060

« D'après mon expérience, différents acteurs économiques dépasseraient leurs intérêts à court terme à la poursuite de plus vastes intérêts à long terme s'ils pouvaient penser qu'il existe un intermédiaire honnête qui tienne compte des intérêts de chacun. »

« La réponse face aux changements climatiques, comme l'IIDD le répète depuis près de vingt ans, repose plus sur l'établissement d'un avenir durable que sur des solutions technologiques. »

Changements climatiques : trouver un nouvel espoir

Par John Drexhage,
directeur, Changements climatiques
et énergie

Il est remarquable qu'au cours de l'année passée pratiquement rien ne soit venu éclairer la question confuse des changements climatiques.

Trois principaux « coups » en matière de politiques portés au cours des derniers mois n'ont fait qu'ajouter à la confusion : « Climategate » et autres différends connexes remettant en question les données scientifiques liées aux changements climatiques, le fait qu'aucun accord complet n'ait reçu le soutien de toutes les parties à Copenhague, et le manque de législation majeure au sujet de la mise en œuvre d'un cadre de réglementation des émissions de gaz à effet de serre aux É.-U.

Ces événements ont tous eu lieu dans le contexte d'une crise économique mondiale qui draine les caisses publiques et empêche d'aborder les questions importantes telles que les changements climatiques. À une époque où l'on hésite à imposer des contraintes supplémentaires (telles que les coûts à court terme connexes à un avenir sans carbone) aux économies en récession, et où l'on s'inquiète de plus en plus au sujet de l'inégalité des engagements pris par divers pays, il est encore moins probable que des instances nationales particulières, craignant de perdre leur position concurrentielle sur le marché international, souhaitent faire le premier pas vers une réduction importante des émissions de gaz à effet de serre.

En ce qui concerne le volet scientifique, nous avons au moins fait quelques progrès puisqu'une commission d'examen indépendante a exonéré les scientifiques de toute accusation de manipulation des données pour atteindre des conclusions prédéterminées. Pourtant, le mal est fait. De récents sondages révèlent que le nombre d'Américains qui pensent que les changements climatiques résultent de l'activité humaine est maintenant réduit à moins de 40 p. 100. Et puis, il y a les résultats décevants des réunions de Copenhague. Alors que certains d'entre nous espéraient au départ que malgré les effets théâtraux déployés à Copenhague, on pourrait parvenir à un accord mondial (et on peut soutenir qu'il y a encore de l'espoir), la courte série de négociations sur les changements climatiques qui a eu lieu à Bonn en avril semble démontrer le contraire.



Photo gracieuseté des Services d'information de l'IIDD.

Les récriminations continuent à abonder et le manque de confiance réciproque entre les parties, particulièrement entre les pays en développement et les pays développés, demeure beaucoup trop important. Enfin, comme un nombre incalculable d'experts médiatiques et autres spécialistes dans le domaine de l'énergie le prédisent sur trop de blogues, les perspectives de mise en place d'un régime juridique complet sur le climat à Washington, D.C. demeurent, au mieux, très limitées.

Est-il temps de jeter la proverbiale éponge?

Loin de là. Manifestement, la question ne va pas disparaître alors que les données scientifiques au sujet des changements climatiques deviennent de plus en plus convaincantes et alarmantes. En outre, de récents événements pourraient changer la face des choses à venir.

Il y a, tout d'abord, l'immense marée noire dans le golfe du Mexique dont nous commençons tout juste à entrevoir les conséquences. Elle démontre le prix élevé que nous risquons de payer plus souvent alors que nous exploitons de plus en plus de sources non classiques de pétrole. Ironiquement, alors que la marée noire, à court terme, a eu pour effet de marginaliser les perspectives d'établissement d'un cadre réglementaire concernant les émissions de gaz à effet de serre aux É.-U., elle pourrait redonner vie aux pressions pour la promulgation, à long terme, d'une législation sur les changements climatiques. Une telle législation, qu'elle soit fondée sur un système de plafonnement et d'échanges ou un régime fiscal, sera essentielle pour établir un prix pour le carbone et autres émissions de gaz à effet de serre. Comme l'a réitéré le sénateur républicain Lindsey Graham, sans ce genre de prix, les investissements privés dans les solutions

d'énergie propre seront toujours inadaptés pour financer la transition nécessaire que devront subir les infrastructures et habitudes de consommation nord-américaines.

Ensuite, après l'établissement à Copenhague du Fonds vert pour le climat, le Comité de haut niveau sur le financement est à pied d'œuvre et a déjà produit d'impressionnants résultats. Les membres du Comité se sont réunis et ont établi deux groupes de travail qui examineront les options pour lever des fonds par l'entremise des secteurs public et privé. Mais plus importante peut-être est la solide détermination du Secrétaire général Ban Ki-moon d'établir un Comité sur le développement et les changements climatiques (Development and Climate Change Panel) rassemblant les principaux dirigeants politiques qui chercheront à aborder la question des changements climatiques dans le contexte de beaucoup plus vastes priorités de développement. Il s'agit d'une optique qui vaut la peine d'être envisagée. La réponse face aux changements climatiques, comme l'IIDD le répète depuis près de vingt ans, repose plus sur l'établissement d'un avenir durable que sur des solutions technologiques. Ces dernières ont certes leur place mais il y a des limites à ce qu'elles peuvent accomplir. La question repose sur la consommation, qui demeure un défi pour tous les pays qu'ils soient développés ou non.

Reste à savoir si ces signes positifs conduiront à la prise des mesures sur les changements climatiques prônées par la science. Ce qui s'est passé au cours de l'année dernière suggère qu'au mieux, nous devons museler nos attentes.

Retour sur dix ans à la barre de l'IIID

David Runnalls, président-directeur général de l'IIID depuis 10 ans démissionne. Il réfléchit au développement durable, à l'avenir du monde et d'un institut qui lui est cher.



On pourrait penser qu'un jardinier enthousiaste tel que David Runnalls verrait ses années de retraite comme une occasion de s'accorder au rythme du jardin, de prendre son temps. Et bien non! Même après 10 ans à la barre de IIID, sa conscience écologique continuera à supplanter son amour du jardinage.

David Runnalls, dont le mandat de président-directeur général de l'IIID a pris fin en juin, a assumé un poste auprès de Sustainable Prosperity (SP), un réseau d'élaboration de politiques et de recherche basé à l'Université d'Ottawa. SP réalise la promotion du développement d'une économie canadienne productive qui reconnaît la valeur du monde naturel. Là, il aidera à promouvoir l'ordre du jour tout en dispensant quelques cours à l'université.

Il dit en riant que ce ne sera pas une retraite particulièrement reposante. « Je ne joue pas bien au golf, et Esther (son épouse) était un peu inquiète à l'idée que j'allais être à la maison en permanence. Alors, il m'a fallu trouver quelque chose à faire » dit-il avec un sourire.



Tous ceux qui connaissent David Runnalls comprennent qu'il a du mal à se reposer quand il sait avec tellement de certitude qu'il y a tant à faire dans le domaine du développement durable. Les progrès ont été lents depuis la Conférence des Nations Unies sur l'environnement humain qui a eu lieu à Stockholm en 1972, et l'état dans lequel sa génération lègue le monde à ses deux fils et à leurs pairs l'inquiète. « Nous leur laissons un borborygme et j'espère bien que cela les fâche » dit-il.

Alors qu'il déplore la lenteur des progrès et l'énormité du défi, David Runnalls conserve l'espoir que des mesures efficaces peuvent être prises pour tenter d'atteindre cet équilibre jusqu'ici impossible entre la vigueur économique, le bien-être social et la santé de l'environnement. Il cite les solides investissements récemment



Par Stu Slayen,
collaborateur occasionnel



réalisés dans les domaines de l'emploi environnemental et de la technologie verte comme un signe très positif. Avec les réseaux d'énergie intelligents et plus de chemins de fer à grande vitesse, les gens apprennent que « l'avenir ne doit pas nous faire peur. Nous pouvons avoir de bons emplois et produire moins de carbone » fait-il remarquer.

David Runnalls pense également que le nouvel intérêt porté par les États-Unis aux questions énergétiques et climatiques sous la conduite de Barack Obama est un bon signe. « En 1972, Stockholm a été une réunion fructueuse parce que les États-Unis, pendant la présidence de Richard Nixon, voulaient qu'il en soit ainsi » dit-il.

En ce qui concerne le Canada, il considère l'absence d'une solide politique énergétique nationale comme un risque pour l'économie du pays. Alors que le Canada se trouve dans une solide position économique en ce moment, « nous devons cesser de considérer que l'acquisition de nouvelles richesses passe par le forage de nouveaux puits » dit-il. David Runnalls pense que le Canada peut, en fin de compte, être un excellent exportateur influent et prospère de technologies vertes mais que pour y parvenir, il faudra qu'il dispose d'une politique nationale audacieuse et novatrice.

« Nous devons cesser de considérer que l'acquisition de nouvelles richesses passe par le forage de nouveaux puits. »

1. La famille Runnalls (de gauche à droite : Matthew, David, Esther et Jeremy) se réunit pour la remise de diplôme de Matthew à Duke University.

2. David Runnalls et son fils Matthew visitent Disney World en 1985.

3. Matthew, David et Jeremy Runnalls à un dîner de l'IIID à Toronto en 2008

4. David Runnalls reçoit les honneurs à une réception en plein air pour son 60^e anniversaire chez lui à Ottawa.

Photos gracieuseté d'Esther Runnalls.

L'audace et l'innovation sont des thèmes récurrents dans son discours à propos de l'IIDD. Il a participé aux travaux de l'Institut depuis ses tous premiers jours et faisait partie des penseurs qui ont conclu que l'Institut devait examiner le commerce international sans complaisance. Au cours de l'été 1994, David Runnalls a participé à un symposium sur l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce et a exprimé avec passion la nécessité de considérer le commerce international comme un mécanisme pour aider à atteindre le développement durable.

« Le débat ne devrait pas porter sur l'opposition entre le commerce et l'environnement mais bien plutôt sur les moyens de canaliser la politique économique pour soutenir les objectifs environnementaux » déclare-t-il.

David Runnalls est fier que ces exposés et publications des premiers jours au sujet du commerce et de l'environnement aient positionné l'IIDD comme une voix crédible dans les sphères les plus élevées en Chine et à l'Organisation mondiale du commerce. Cela s'est traduit par le fait que l'IIDD s'est toujours trouvé en position de leadership dans le domaine des accords d'investissement internationaux et du développement durable. « Nous avons agi dans ce domaine au bon moment. C'est un peu comme être fin prêt lorsque la vague parfaite arrive » se souvient-il.

Il énumère fièrement de nombreuses autres réalisations de l'IIDD mais surtout le succès du programme Services d'information, la partie de l'Institut qui rend compte des réunions de l'ONU au sujet de l'environnement et du développement. Il s'enorgueillit de la façon dont l'IIDD « est devenu l'étalon-or » pour la couverture de ces réunions, et de la façon dont ses efforts, dès le départ, ont été essentiels pour rendre les processus plus transparents et faciliter la participation des pays en développement.

David Runnalls quitte son bureau d'angle avec toutes sortes d'émotions. Partir est « mauvais pour moi mais bon pour l'Institut » dit-il avec sa franchise habituelle. « À mon avis, personne ne devrait occuper un tel poste pendant plus de dix ans. »

« Nous avons eu un taux de rétention du personnel très élevé, une excellente ambiance et le meilleur conseil d'administration que je connaisse pour une organisation sans but lucratif. »

Il s'agit d'une superbe équipe, éclectique, intelligente et agréable. Nous avons eu un taux de rétention du personnel très élevé, une excellente ambiance et le meilleur conseil d'administration que je connaisse pour une organisation sans but lucratif » ajoute-t-il.

Il pense que son successeur, Franz Tattenbach, sera impressionné, tout comme il l'est par lui. « J'ai encouragé le Conseil à ne pas engager un autre " moi " dit David Runnalls du nouveau président-directeur général. « L'Institut est prêt pour de nouvelles idées, de nouvelles optiques, et je pense que Franz Tattenbach peut apporter tout cela. »



Alors que David Runnalls se lance dans de nouvelles entreprises, le personnel se souviendra d'un dirigeant direct, souvent drôle, profane à l'occasion, un visionnaire parlant aussi facilement de politique énergétique avec les dirigeants chinois que de hockey avec ses collègues du bureau. David Runnalls se souviendra d'une équipe de l'IIDD passionnée par la cause; une cause qui façonne encore sa façon de voir le monde.

Il part, inquiet pour l'avenir mais le sourire aux lèvres. Toujours optimiste, il se souvient de ce que lui a dit son ancienne collègue et mentor, l'économiste et écrivain britannique Barbara Ward : « L'espoir est notre devoir ».

Réflexion invitée

Fondements d'un meilleur avenir : la durabilité pour tous

Richard Matthew,
membre honoraire
senior, IIDD et
directeur, Center for
Unconventional
Security Affairs,
University of
California, Irvine



Les changements environnementaux et les conflits violents semblent de plus en plus reliés. En utilisant des approches pragmatiques pour introduire le développement durable dans le processus de consolidation de la paix, on pourrait grandement transformer cette relation. Alors qu'il est extrêmement difficile de concevoir et de mettre en œuvre des programmes pour transformer les sociétés déchirées par la guerre, et que les praticiens se méfient de l'ajout de nouvelles dimensions à ce processus intimidant, les travaux réalisés par l'IIDD depuis plus de dix ans les convainquent qu'ils ne peuvent s'offrir le luxe de négliger cet élément essentiel de la stabilité sociale.

À quel point cette composante est-elle essentielle?

Depuis la publication du Quatrième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat en 2007, les changements climatiques ont été largement reconnus comme un phénomène qui risque d'avoir un impact important et peut-être décisif sur le développement et la sécurité à l'échelle mondiale. Le German Advisory Council on Global Change conclut que « Le changement climatique détruira les capacités adaptatives de nombreuses sociétés dans les décennies à venir » et « affaiblira encore le rendement économique des États faibles et instables, encourageant ou exacerbant ainsi la déstabilisation, l'effondrement des systèmes sociaux et les conflits violents. » (trad.) Allant encore plus loin, le Center for Naval Analyses, un groupe de dirigeants militaires américains à la retraite prévoit un avenir dans lequel « les changements climatiques multiplient



Extraction artisanale de diamants au Sierra Leone.

le risque d'instabilité dans les régions qui sont parmi les plus explosives du monde » et ajoutent des « tensions, même dans les régions stables du monde. » Dan Smith et Janna Vivekananda de International Alert attachent un chiffre à cette déclaration : selon eux, il y a « 46 pays, où vivent 2,7 milliards de personnes, dans lesquels les effets des changements climatiques en interaction avec les problèmes économiques, sociaux et politiques, vont créer un risque élevé de conflit violent. » (trad.)

Les arguments qui relient les changements environnementaux aux conflits violents ont de profondes racines. Il y a plus de 200 ans, Thomas Malthus soutenait « que le pouvoir des populations est indéfiniment supérieur à celui de la terre de produire ce qui permet la survie de l'humanité. » (trad.) Il pensait que cet algèbre inévitable mais non durable se traduirait par un avenir défini par la famine, la maladie et la guerre. En 1948, Fairfield Osborn a demandé « Quand reconnaîtra-t-on ouvertement que l'une des principales causes des attitudes agressives des nations individuelles et de la plupart des désaccords actuels entre groupes de nations est liée à la diminution des terres productives et à l'accroissement des pressions causées par les populations? » (trad.)

Pendant la guerre froide, les ouvrages publiés par Paul Ehrlich, *The Population Bomb*, et Donella Meadows, *The Limits to Growth*, se sont combinés avec la crise du pétrole de 1973 pour stimuler la crainte quant à la façon dont la rareté des ressources pourrait menacer l'essor économique et encourager les conflits armés. *Notre avenir à tous* consacrait tout un chapitre aux « contraintes qui pèsent sur l'environnement présentées comme des sources de conflit » et aux « conflits présentés comme causes du développement non durable ». Cette perspective peu réjouissante, polie et raffinée par les universitaires et diffusée par les journalistes, a joui d'une immense popularité pendant les dix ans qui ont suivi la guerre froide car elle offrait une explication pour les innombrables tragédies qui se déroulaient en Somalie, au Rwanda et en Haïti.

L'IIDD a participé à cette discussion depuis une quinzaine d'années, mais de façon légèrement différente. La majorité de l'attention universitaire et de politique s'est portée sur des scénarios extrêmes de tensions ethniques devenant violentes en raison de la sécheresse, de millions de réfugiés environnementaux prenant d'assaut les côtes européennes et américaines, d'États incapables de faire face à des cyclones, inondations et incendies répétés, de crises humanitaires se multipliant au-delà de toute

« L'IIDD a utilisé l'optique de l'environnement et de la sécurité pour définir des moyens pragmatiques d'aborder la protection du milieu naturel qui tiennent compte des besoins désespérés du "milliard de personnes les plus pauvres" [...] »

capacité à y faire face. Quelques critiques ont répondu avec des arguments empreints d'espoir qui parlaient d'innovation technologique et d'ingéniosité humaine. Ces opinions sont certes très importantes et le potentiel d'une catastrophe à l'échelle planétaire, tout comme la possibilité de remèdes technologiques, méritent notre attention. Pourtant, la détresse de ceux qui, aujourd'hui, vivent les pires formes de changement environnemental mérite elle aussi notre attention. Se positionnant du point de vue de l'environnement et de la sécurité, l'IIDD a créé un espace entre les deux extrêmes. De ce point de vue, nous avons pu définir des moyens pragmatiques d'aborder la protection du milieu naturel qui tiennent compte des besoins désespérés du « milliard de personnes les plus pauvres », ces 15 p. 100 de l'humanité qui vivent du mauvais côté de la courbe de Kuznets¹.

Les peuples qui sont les plus vulnérables face à la guerre, à la famine et aux maladies sont également ceux qui sont les plus sensibles aux pressions qui pèsent sur l'environnement, et les moins avantagés à l'égard de n'importe lequel des indicateurs humains et de la capacité sociale imaginables. Les circonstances les forcent à survivre grâce à des moyens qui ne sont fréquemment manifestement pas durables. Paul Collier a écrit : « Les pays les plus pauvres coexistent avec le vingt-et-unième siècle, mais leur réalité est celle du quatorzième : guerre civile, peste, ignorance. » (trad.) Lui, et de nombreux autres, posent la question suivante : peut-on faire quelque chose pour transformer des conditions qui se sont avérées faciles à reproduire mais incroyablement difficiles à fuir? Axée sur les sociétés qui vivent un conflit et celles qui en sortent tout juste, la réponse de l'IIDD à cette question a évolué dans deux directions complémentaires.

L'une des trajectoires a pris naissance dans l'ouvrage de l'IIDD intitulé *Conserving the Peace*, est passée à *From Conflict to Peacebuilding: The Role of Natural Resources*, et a, au cours de l'année écoulée, produit une série de rapports fondés sur des observations faites sur le terrain portant sur l'intégration de la gestion des ressources naturelles dans la consolidation de la paix et les activités en période post-confliktuelle au Rwanda, en Sierra Leone et en République centrafricaine. La seconde trajectoire, fondée dans des années de travaux sur le terrain dans la région africaine de l'Albertine Rift, a culminé avec la publication de l'ouvrage de l'IIDD intitulé *Pour une conservation sensible aux conflits : Manuel du praticien*. Alors que les manchettes sont réservées aux personnes et aux groupes de réflexion nationaux qui prédisent des catastrophes ou exercent des pressions pour mieux se mettre à l'abri des actes désespérés perpétrés par le milliard de personnes les plus pauvres, l'IIDD a préféré rechercher des occasions pratiques de promouvoir le développement durable ou, à tout le moins, d'établir une plateforme pour ce faire dans les régions du monde ravagées par les conflits et dans les États fragiles.

Alors que je rédige ce commentaire, je boucle ma valise pour me rendre de nouveau en Sierra Leone, le pays se trouvant dans la pire situation selon l'indice du développement humain, car les recommandations effectuées dans notre dernier rapport sont devenues une initiative du Programme des Nations Unies pour l'environnement. Ce sera la première du genre. Un effort difficile, mais passionnant, pour introduire le développement durable dans le cadre de consolidation de la paix d'une nation très pauvre et profondément endommagée. Le programme des Nations Unies pour transformer le Sierra Leone contribuera ou non à l'objectif plus vaste d'éviter une catastrophe mondiale. Cependant, avec cette tentative de couler les fondations d'un avenir meilleur, nous pouvons peut-être prouver que la durabilité est l'affaire de chacun sur cette planète, qu'elle ne devrait jamais exclure qui que ce soit.



Camp après une inondation au Rwanda.



Pénurie d'eau au Sierra Leone.

Biographie de l'auteur

Richard A. Matthew (BA McGill; PhD Princeton) est professeur agrégé et enseigne à la School of Social Ecology et à la School of Social Science de la University of California à Irvine (UCI). Il est directeur fondateur du Center for Unconventional Security Affairs (www.cusa.uci.edu). Il étudie (a) les dimensions environnementales des conflits et de la consolidation de la paix, (b) l'adaptation aux changements climatiques dans le cadre des sociétés qui vivent un conflit ou viennent d'en vivre un et (c) les systèmes de menaces transnationales. Il a réalisé de vastes travaux sur le terrain dans les zones de conflit en Asie du Sud et en Afrique occidentale. En plus de ses postes à l'UCI, il est également membre distingué de l'IIDD à Genève, haut responsable du Groupe d'Experts-Conseil sur l'Environnement, le Conflit et la Consolidation de la Paix établi par les Nations Unies; membre de la Commission on Environmental, Economic and Social Policy de l'Union internationale pour la conservation de la nature et membre du comité directeur de la Coalition Advocating Human Security. Le Congrès américain, le parlement de l'État de Californie et la ville de Los Angeles ont décerné des certificats de reconnaissance au Dr Matthew pour sa recherche et ses services. Il compte à son actif plus de 130 publications, y compris six livres et coéditions.

¹ Une représentation graphique de la découverte faite par Simon Kuznets que l'inégalité économique croît au fil du temps alors que le pays se développe mais qu'après qu'un certain niveau de revenu est atteint, l'inégalité commence à diminuer.

Premiers souvenirs de l'IIDD Célébrer une « graine qui a germé »



Quelques uns des membres du personnel de longue date de l'IIDD évoquent les débuts de l'Institut

En 1991, Ian Seymour était à une croisée des chemins dans sa vie professionnelle. Jeune comptable agréé brillant et plein d'avenir dans un grand cabinet comptable, il s'est vu offrir un transfert, mais cela exigeait qu'il quitte Winnipeg. Plutôt que de faire ses valises tout de suite, il a utilisé l'offre comme une occasion de réfléchir à ce qu'il voulait tirer de sa carrière, et à ce qu'il ne souhaitait pas.

« Je me suis lassé de l'idée d'enrichir les riches. Je voulais participer à quelque chose qui, à long terme, ferait une différence pour les gens ordinaires » déclare Ian Seymour.

Il se souvient de s'être promené sur McDermot Avenue à Winnipeg, d'avoir vu le modeste panneau de l'IIDD qui « était presque écrit à la main » et d'avoir pensé « ce pourrait être ce qui changera le cours des choses dans 100 ans. » L'IIDD avait été créé l'année précédente lors de la conférence Globe '90 à Vancouver.

Ian Seymour a discuté avec enthousiasme avec Stephan Barg, alors agent de dotation principal de l'IIDD et membre, comme lui, du Rotary Club. M. Barg a embauché Ian Seymour pour une durée déterminée de 90 jours pour aider à déménager la

jeune organisation dans de nouveaux bureaux. Le contrat à durée déterminée s'est prolongé pendant presque vingt ans de leadership financier. Aujourd'hui, à partir de ce même bureau qu'il avait aidé à organiser, le directeur financier de l'IIDD repense avec fierté à sa décision d'abandonner une pratique publique de la comptabilité au profit d'une carrière dans le domaine du développement durable.

Ian Seymour se souvient que le défi des premiers jours était de construire un institut qui importe, qui soit sensé et qui joue le rôle de gardien responsable des ressources publiques. L'IIDD était, au départ, entièrement financé par des subventions de base accordées par les gouvernements du Canada et du Manitoba.

« Au début, nous étions vraiment angoissés au sujet de nos dépenses qui devaient être réalisées à bon escient. C'était une énorme responsabilité. C'est le trait de génie qu'Art Hanson a contribué à l'entreprise : il était discipliné et c'est lui qui a défini nos programmes avec l'assistance du conseil d'administration. L'un de nos administrateurs d'alors a comparé notre entreprise à la construction d'un navire en pleine mer... L'IIDD est une graine qui a germé » déclare Ian Seymour.

Art Hanson, l'un des premiers administrateurs et deuxième président de l'IIDD décrit ces jours-là

comme stimulants et difficiles à la fois. « Nous cherchions à nous définir. Dès les premières années, nos administrateurs venaient du monde entier et nous ont aidés à centrer notre attention sur les domaines dans lesquels nous pourrions avoir l'influence la plus importante. Il nous a fallu choisir les domaines dans lesquels nous pouvions exceller. »

« Nous nous demandions si l'IIDD pourrait survivre. Il nous a fallu prouver que l'Institut était viable et que l'idée du développement durable pourrait être présentée comme un concept utile » dit-il.

Pour M. Hanson, ancien ambassadeur des océans du Canada et Officier de l'Ordre du Canada, le Sommet de la Terre de Rio en 1992 a constitué l'une des principales étapes pour prouver que l'IIDD était viable. Il décrit maintenant en riant la préparation en vue de ce sommet comme « un enfer » mais reconnaît que les longues heures de travail se sont traduites par une entrée réussie sur la scène mondiale. L'IIDD a envoyé une importante délégation à Rio et a lancé ses premières publications, y compris l'ouvrage d'avant-garde intitulé *Business Strategy for Sustainable Development: Leadership and Accountability for the '90s*. Art Hanson, président de l'IIDD jusqu'en 1998, continue sa collaboration avec l'Institut en qualité de Membre distingué.



3. Stephan Barg, le premier employé de l'IIDD, convient que le sommet de Rio a été essentiel quant à la détermination de l'orientation et à l'ordre du jour de l'Institut. « Nous nous sommes plongés dans les questions très rapidement et nous sommes passés de zéro à 100 km heures en un laps de temps très court. Cela nous a donné quelque chose dans quoi nous immerger » dit-il.

Stephan Barg, qui a développé l'aspect administratif de l'IIDD avant de faire de la recherche remarque que l'Institut devait également s'efforcer d'être visible et de trouver sa place dans la communauté de l'élaboration des politiques. « Peter Kilburn (le premier président de l'IIDD) voyageait de par le monde pour faire connaître l'Institut. La réaction à l'échelle nationale et internationale était positive. Le monde du développement durable est très collaboratif et les autres instituts nous ont offert d'utiles commentaires » se souvient M. Barg.

Dans les bureaux du siège de l'IIDD à Winnipeg, Stephan Barg reconnaît que les écologistes ont été un peu « déçus » au départ par le fait que l'Institut n'avait pas revêtu la forme d'un institut purement environnemental. « Nous nous sommes toujours considérés comme une organisation vouée plus particulièrement au développement. Nous avons décidé que nous devons examiner les enjeux du point de vue des politiques gouvernementales économique et financière telles que le commerce. Ces conclusions continuent à guider l'Institut » dit-il.

Ce qui continue à guider l'IIDD, c'est son engagement envers le recrutement de personnes novatrices et passionnées.

« J'ai constaté une évolution. Au début, nous partions à la recherche de personnes talentueuses. Maintenant, ce sont elles qui viennent nous proposer leurs services » dit Janice Gair, directrice des ressources humaines et de l'administration de l'IIDD. « Les membres de l'équipe de l'IIDD ont généralement de solides valeurs et sont dévoués à leur travail. Ce n'est pas toujours le cas ailleurs. »

Jeune adjointe administrative en 1990, Janice Gair se souvient de l'enthousiasme visible dans les couloirs et dans la culture de l'IIDD. « Lorsque Steve (Barg) m'a engagée et que je lui ai demandé ce que serait mon travail, il a répondu qu'ils n'étaient pas encore très sûrs mais que cela allait être très intéressant! Vous saviez que vous alliez faire partie de quelque chose de vraiment bien. Nous étions entourés de chefs de file talentueux débordant d'énergie. Et c'est toujours le cas » dit fièrement Janice Gair.

Par Stu Slayen



1. L'ancien Premier ministre du Manitoba, Gary Filmon, s'adresse à l'IIDD sous le regard de Lloyd McGinnis, président fondateur.
2. L'ancien président de l'IIDD, Art Hanson, présente le président émérite de l'IIDD, Jim MacNeill : « [...] nos administrateurs venaient du monde entier et nous ont aidés à centrer notre attention sur les domaines dans lesquels nous pourrions avoir l'influence la plus importante. »
3. Stephan Barg, troisième à partir de la gauche, avec des collègues lors du Sommet de la Terre de Rio en 1992 : « (Rio) nous a donné quelque chose dans quoi nous immerger. »
4. Ian Seymour lors d'une activité de l'IIDD au début des années 1990 : « L'un de nos administrateurs d'alors a comparé notre entreprise à la construction d'un navire en pleine mer. »
5. « C'était le kiosque de l'IIDD au centre des ONG à la conférence de Rio. Les ONG étaient à des kilomètres du centre principal de la conférence de l'ONU et nous étions en plein soleil, rendant le travail difficile. La bannière était notre seule protection. » se rappelle Stephan Barg.
6. Janice Gair lors d'une activité de l'IIDD en 1993 : « Les membres de l'équipe de l'IIDD ont généralement de solides valeurs et sont dévoués à leur travail. »

Grâce à l'utilisation de technologies de collaboration, l'IIDD a formé et développe de nouveaux partenariats et réseaux numériques, communautés virtuelles qui collaborent pour créer et façonner des idées, améliorer l'accès à l'information et aider à l'apprentissage. Nous examinons brièvement le monde des communications interactives en ligne et la façon dont les outils de collaboration évoluent et continueront de le faire, et celle dont nous communiquons pour mettre en œuvre le changement.

Un doigt sur le pouls du débat mondial sur le développement durable

Par Javed Ahmad,
directeur des
communications
intérimaire



iStockphoto © Henrik Jonsson

Les communications numériques sur l'Internet ont subi des changements considérables au cours des cinq dernières années. Avec l'avènement de nouvelles technologies et normes, les communications numériques sont passées d'un simple moyen de diffusion de l'information à une voie véritablement interactive qui permet le dialogue entre une multitude de personnes.

L'omniprésence et la facilité d'accès de ce véhicule mondial des communications a largement augmenté la disponibilité de l'espace intellectuel dans le domaine public. Toute personne disposant d'un accès à l'Internet peut presque sans frais créer un journal, une station de radio ou de télévision. Les organisations qui veulent faire entendre leur voix à l'échelle mondiale doivent participer à ce nouveau moyen et lui donner la forme dont elles ont besoin ou risquer une rapide perte de vastes portions de leur public.

Aujourd'hui, la communauté mondiale des utilisateurs de l'Internet crée et échange des renseignements de façon quasi « virale », beaucoup plus rapidement et précisément qu'avec les médias traditionnels. La véritable communication interactive en ligne offre un grand nombre de possibilités et d'avantages : un site

Web qui permet aux intervenants de faire des apports directs ou au personnel de refléter l'histoire humaine et montrer les impacts de nos travaux de façon beaucoup plus authentique et immédiate. Nous pouvons utiliser le réseautage social en ligne pour nous impliquer directement dans des activités en ligne de développement de la communauté ou de levée de fonds concernant nos programmes et projets, particulièrement pour des campagnes spécifiques.

L'ouverture de la communication et du dialogue numériques interactifs avec le grand public sur nos sites Web aide à renforcer notre image publique en tant qu'organisation moderne, ouverte et efficiente. Les caractéristiques interactives de notre site Web principal nous aideront à en faire une plaque tournante pour l'ensemble du dialogue en ligne réalisé par les médias sociaux au sujet du développement durable. Cela nous aidera à atteindre de nouveaux publics et à nous assurer que nos messages sont entendus hors des limites des médias traditionnels. Les médias en ligne peuvent aider à promouvoir le dialogue mondial sur le développement durable au-delà du cercle établi des conférences et des discussions entre gouvernements.

L'utilisation efficace de nouveaux médias pose cependant des problèmes organisationnels et culturels à l'IIDD. Les communications numériques interactives donnent l'occasion de transformer les personnes qui reçoivent passivement l'information en champions proactifs. Pour utiliser pleinement cette possibilité, le personnel des programmes doit être encouragé à faire part de ses connaissances et idées. En revanche, l'IIDD se doit de maintenir ses normes élevées de contrôle de la qualité, et d'intégrité. Les outils de microblogage et de présence en ligne (p. ex., Twitter), le réseautage social (p. ex., Facebook), le partage des signets (p. ex., Delicious), le partage de photos (p. ex., Flickr), le partage de vidéos (p. ex., YouTube) et autres nouvelles applications sur l'Internet à venir devraient tous être considérés comme des moyens de promouvoir la stratégie d'entreprise de l'Institut pour le changement durable et transformateur. Le rôle des membres du personnel de l'IIDD qui gèrent nos communications numériques combinera celui de facilitateurs, animateurs et garants d'une image de marque et de l'uniformité des messages sur toutes les plateformes.

Se fonder sur un engagement à collaborer



Par
Terri Willard,
associée,
Connectivité
mondiale

1. Oookpik.org a favorisé une relation fondée sur la communauté entre l'IIDD et presque 100 jeunes leaders supplémentaires.
2. Entrepreneurstoolkit.org permet à ceux qui y contribuent de créer un contenu, d'enrichir les apports d'autres personnes et de créer une communauté collaborative en ligne.

L'IIDD a favorisé de vastes partenariats et réseaux depuis sa création. Ces collaborations nous ont permis d'apprendre auprès d'autres et d'étendre notre sphère d'influence. Notre utilisation des outils de communication électronique pour collaborer en tant que communautés afin de garantir que nous travaillons le plus efficacement possible avec nos partenaires du monde entier a évolué parallèlement à l'évolution de la technologie.

Dans les années 1990, nous avons été parmi les premiers à adopter les technologies de communication de l'Internet pour permettre aux organisations et aux particuliers de traiter les principales questions liées au développement durable. En 1992, les Services d'information ont commencé à afficher des rapports au sujet des conférences des Nations Unies sur les premiers réseaux d'organisations non gouvernementales tels qu'Econet, Greenet et Pegasus. Ces premiers rapports réalisaient la promotion de la transparence dans la prise de décisions internationales et offraient au monde entier un premier aperçu de ce que disaient les gouvernements dans les fora internationaux. Cela représentait l'un des premiers pas vers la collaboration numérique fondée sur les communautés.

Nos explorations des outils de communication sur l'Internet se sont élargies au fil de la croissance du Web. De nombreux serveurs de listes publics ont été lancés pour servir de plaques tournantes pour la mise en commun de l'information sur des sujets tels que les changements climatiques, les politiques forestières et chimiques. L'IIDD et ses partenaires ont également lancé le portail du développement durable (SD Gateway), premier portail sur le Web vers des renseignements

concernant le développement durable, ainsi que le Réseau du savoir sur le commerce (Trade Knowledge Network). Pour maintenir ces services publics d'information, nous avons élargi notre utilisation de listes fermées de courrier électronique et d'intranets, permettant ainsi la nécessaire mise en commun de connaissances par les organisations concernées, et la gestion conjointe de projets.

Avec le nouveau millénaire sont apparus de nouveaux outils de réseautage social et de nouveaux médias sociaux qui ont estompé les distinctions entre Internet et intranet, accroissant les échanges et la collaboration entre nous et les particuliers. Grâce à notre partenariat avec TakingITGlobal de 2002 à 2005, nous avons fait l'expérience de la capacité de se servir d'une plateforme de réseautage social d'envergure mondiale pour amener des jeunes du monde entier à participer au Caucis des jeunes du Sommet mondial sur la société de l'information.

Depuis, nous avons fait de considérables progrès pour accroître notre capacité et celle des organisations avec lesquelles nous avons des partenariats en augmentant notre degré d'utilisation des outils de communication électronique afin de solliciter la participation des particuliers qui effectuent des changements grâce aux moyens suivants :

- **Réseautage social** – Nous avons utilisé les connaissances des jeunes du Nord depuis l'établissement de notre programme Jeunes leaders circumpolaires en 1999. Cependant, la création d'Oookpik.org a favorisé une relation fondée sur la communauté entre l'IIDD et

presque 100 jeunes leaders supplémentaires depuis l'inclusion d'outils de réseautage social optimisés par Community Server¹.

- **Wikis** – Les wikis peuvent servir d'outils puissants mais simples pour la documentation et l'apprentissage collaboratif en ligne. Au moyen d'Entrepreneurstoolkit.org créé en partenariat avec la Commission nord-américaine de coopération environnementale et l'initiative SEED, des particuliers peuvent créer un contenu, enrichir les apports d'autres personnes et créer une communauté collaborative en ligne. La vision des partenaires est de créer une source d'informations complètes et autonomes destinée aux entrepreneurs et maintenue par eux.
- **Éducation à distance** – En 2009-2010, nous avons avancé dans le domaine de l'éducation à distance en élaborant deux cours au moyen de la plateforme Moodle². « Live, Learn and Lead » est un cours dont l'enseignement est autonome qui vise à répondre aux besoins des nouveaux dirigeants circumpolaires alors que « Formation sur l'Évaluation environnementale intégrée » est un cours facilité élaboré par le Programme des Nations Unies pour l'environnement et l'IIDD pour renforcer les capacités à l'échelle nationale et régionale. Il s'agit d'un processus de collecte et d'analyse des renseignements disponibles au sujet des principales interactions entre le milieu naturel et la société humaine qui peut être utile pour l'élaboration de politiques et la planification future. Ensemble, ces outils d'éducation à distance forment une communauté collaborative beaucoup plus fructueuse que les travaux réalisés sans collaboration.

¹ Community Server est un progiciel communautaire et collaboratif élaboré par Telligent Systems. Le produit a changé de nom en 2009 et s'appelle maintenant Telligent Community. L'une de ses principales fonctions est de fournir des services de communauté tels que des blogues, des fora, galeries de médias et wikis. L'IIDD exploite actuellement (ou a construit) sept sites Web de serveurs communautaires : www.undpcc.org; <http://slicinternational.iisd.org>; www.cristaltool.org; www.ookpik.org; www.investmenttreatynews.org; <http://groups.iisd.org/internetscenarios/> et <http://interactive.tradeknowledgenetwork.net>.

² Moodle (Modular Object-Oriented Dynamic Learning Environment) est une plateforme logicielle d'apprentissage électronique ouverte et gratuite pour aider les enseignants à créer des cours en ligne axés sur l'interaction et le développement du contenu en collaboration.

L'agriculture à une croisée des chemins : Rareté, impacts environnementaux et un nouveau modèle économique



Par Sabrina Shaw, associée; rédactrice/éditrice *Bulletin des Négociations de la Terre*

La sécurité alimentaire est essentielle dans un monde de plus en plus peuplé. Cependant, les pratiques agricoles actuelles prélèvent un lourd tribut sur l'environnement. L'un des principaux éléments de la préservation de l'environnement à long terme réside dans la réforme des pratiques agricoles qui nécessitera un changement de paradigme quant aux pratiques actuelles.

Les faits suivants aideront à illustrer les impacts environnementaux des pratiques agricoles. L'agriculture consomme environ 70 p. 100 de l'eau douce puisée dans le monde chaque année. Les engrais agro-industriels et les pesticides ont fondamentalement altéré la chimie de la planète, polluant lacs et rivières et contaminant les lieux de pêche. L'agriculture est responsable de 14 p. 100 des émissions mondiales de gaz à effet de serre.

Cependant, le secteur agricole recèle un vaste potentiel pour la séquestration du carbone au moyen de l'utilisation de pratiques aratoires antiérosives. Un nombre croissant d'agriculteurs des pays développés ont adopté ces méthodes mais il reste beaucoup à faire dans les pays en développement pour encourager l'adoption de ces techniques. L'utilisation de déchets agricoles pour produire de la chaleur et de l'électricité constitue une autre pratique respectueuse de l'environnement. Cette transition ne se fera pas sans frais mais ces coûts sont bien inférieurs à celui de l'inaction.

Certes, l'agriculture industrielle à grande échelle endommage notre environnement, mais on peut aussi constater les apports qu'elle a faits à sa préservation. Toutefois, nous commençons à manquer de temps pour effectuer les changements nécessaires. Il est manifeste que l'agriculture se trouve à une croisée des chemins.



Sacs de fruits du palmier à huile produits par la Dumdee Biodiesel Company à Aoluk (Krabi, Thaïlande du Sud) en route vers l'usine de traitement.

Selon le récent rapport intitulé *International Assessment of Agricultural Knowledge, Technology and Development* rédigé par plus de 400 experts sur quatre ans sous la tutelle de l'ONU, l'ancien paradigme de l'agriculture industrielle à forte consommation d'énergie n'est pas durable. Les petites exploitations agricoles et les méthodes agro-écologiques offrent un progrès dans un monde en butte aux changements climatiques. Il est maintenant temps d'introduire un changement de paradigme dans les pratiques agricoles.

Depuis les crises alimentaire et énergétique de 2008, nous avons commencé à apprécier la façon dont les marchés de l'alimentation et de l'énergie sont intégrés. Bien qu'un changement pour promouvoir des sources d'énergie renouvelables constitue un pas dans la bonne direction, ce n'est pas le cas des politiques déformantes. Les subventions accordées par les pays riches pour la production d'éthanol tiré du maïs et les biodiésels tirés du canola (colza) contribuent plus à la grande agro-industrie qu'à la réponse aux changements climatiques. Selon l'Initiative mondiale sur les subventions de l'IIDD, l'industrie américaine des biocarburants à elle seule, en vertu des politiques existantes, pourrait bénéficier d'un soutien d'une valeur supérieure à 92 milliards de dollars entre 2006 et 2012.

Alors que la série de négociations commerciales de Doha s'est enlisée, les volumineuses subventions agricoles accordées aux É.-U. et dans l'UE figurent parmi les dossiers qui n'ont pas été clos. Ces paiements versés à moins d'un pourcent de la population ont déformé les marchés mondiaux et, fait important, ont affaibli l'agriculture dans les pays en développement où elle continue à être une source vitale d'emploi et de moyens d'existence. Cependant, les pays riches hésitent

à se débarrasser des subventions accordées aux secteurs de l'agriculture et de l'énergie, ce qui serait la façon la plus directe d'aider les pays les plus pauvres à améliorer leur capacité à produire de la nourriture et à faire face à la pauvreté énergétique.

Axés sur le secteur manufacturier, de nombreux pays en développement (et l'aide internationale) ont négligé la productivité agricole et le rôle des petits exploitants dans le maintien de l'adaptabilité de l'agriculture. Par conséquent, pour recentrer les efforts sur un secteur agricole résilient et durable à une époque de raréfaction accrue des ressources, il faut tourner notre attention vers l'utilisation des terres et de l'eau, les techniques de culture et l'intégration des petits exploitants des pays en développement dans les chaînes de production mondiales. Cela constituerait un solide et ambitieux point de départ.

Cependant, le problème auquel nous faisons face est plus profondément enraciné : le régime économique mondial est fondé sur un paradigme qui a échoué. Le marché a traité nos ressources les plus précieuses, les sols fertiles, l'eau et l'air propres, comme s'ils étaient gratuits. Le système a établi une fausse distinction entre la production agricole efficiente et une meilleure intendance des terres pour maintenir et restaurer la résilience écologique. Ce n'est qu'en encourageant des habitudes de consommation et de production plus durables que nous pourrions façonner un secteur agricole résilient. Il faut, pour ce faire, un nouveau modèle économique structuré, entre autres, autour d'une meilleure reconnaissance de la valeur des biens et services fournis par l'environnement.

L'approvisionnement public durable stimule les marchés pour des produits et services plus écologiques



Par Oshani Perera,
agente de programme,
Commerce international
et marchés durables



istockphoto © Pgiam

« [...] l'immense pouvoir d'achat des gouvernements est suffisant pour susciter l'apparition de marchés pour les produits et services écologiques et équitables du point de vue social. »

La qualité des services publics est un mandat sur lequel repose la victoire ou l'échec des gouvernements lors des élections. Pour s'acquitter de ce mandat, ils doivent s'approvisionner en un vaste éventail de produits et services. Ils commandent des travaux ferroviaires et routiers, y compris des gares et des aéroports, déploient des réseaux de services et construisent des hôpitaux, des écoles et des logements. Ils passent des contrats avec des traiteurs et des paysagistes, achètent du papier, des ordinateurs et des fournitures pour leurs bureaux.

Ces dépenses représentent environ 45 p. 100 des budgets gouvernementaux, soit entre 13 et 20 p. 100 du produit national brut dans les pays industrialisés et plus encore dans les autres (35 p. 100 en Afrique du Sud, 43 p. 100 en Inde, 47 p. 100 au Brésil, 52 p. 100 au Ghana, 49 p. 100 à Maurice et 46 p. 100 au Costa Rica). Imaginez les répercussions si les gouvernements commençaient à préciser que les produits et services qu'ils achètent devaient être conçus, produits et livrés en pensant à l'environnement et à la société, et que les entreprises avec lesquelles ils traitent devaient faire preuve de pratiques de gestion responsables.

Selon l'argument en faveur de l'approvisionnement public durable (APD), l'immense pouvoir d'achat des gouvernements est suffisant pour susciter l'apparition de marchés pour les produits et services écologiques et équitables du point de vue social. Les entreprises sont prêtes à innover lorsque la demande est certaine. En Amérique du Nord, le marché national pour les produits électroniques écologiques, y compris les ordinateurs et téléphones mobiles, est apparu lorsque les gouvernements nationaux ont commencé à acheter des produits écologiques

au début des années 1990. De même, en Europe, l'approvisionnement public a servi de marché de lancement pour les aliments et boissons biologiques, les véhicules à haut rendement énergétique et les produits dérivés du bois de façon durable.

Nous avons également constaté que les prix s'équilibrent une fois les économies d'échelle réalisées et qu'un plus grand nombre de producteurs pénètrent sur le marché. Et même lorsque le prix du produit de rechange durable est très supérieur (les produits plus écologiques peuvent coûter considérablement plus cher dans les pays dont le revenu est inférieur), les gouvernements peuvent utiliser des contrats d'achat de substitution pour contourner ce problème.

Ainsi, les gouvernements peuvent souscrire à des initiatives de finance privée (IFP) dans lesquelles la conception, le financement et la construction d'un actif sont entrepris par des entreprises privées qui sont ensuite retenues pour entretenir le projet pendant les 15 à 30 ans qui suivent sa construction. L'avantage des IFP est que l'investissement des entreprises est payé au moyen d'acomptes prédéterminés en fonction du rendement d'un actif particulier pendant la durée de vie du contrat. De même, les contrats de service énergétique dans lesquels les entreprises couvrent les coûts en capital qui sont remboursés pendant la durée du contrat à partir d'économies de coûts générées par la mesure d'efficacité énergétique, peuvent être utilisés pour mettre en œuvre des améliorations des services sous forme d'efficacité énergétique, d'énergie renouvelable et de valorisation de l'eau.

Les gouvernements pourraient également trouver rentable de louer à long terme des articles tels

que du matériel électronique, des véhicules ou des meubles, ce qui transfère aux fournisseurs les coûts de l'entretien, des réparations, de la remise à niveau et du remplacement. Des contrats de coopération et des plateformes centrales d'achat qui permettent de négocier collectivement les achats de nombreuses organisations peuvent également offrir de considérables rabais pour les achats en grandes quantités.

Les gouvernements en Amérique du Nord et en Europe signalent des gains importants au niveau des coûts et des économies réalisés grâce aux politiques d'APD. Sept États membres de l'UE ont signalé entre 10 et 12 p. 100 de réduction des coûts en énergie et en carburant réalisés grâce à la location de matériel électronique et de véhicules écologiques. Ils ont en outre utilisé l'APD pour réduire leur empreinte carbone. Au Japon, l'empreinte carbone du gouvernement fédéral a diminué de 18 p. 100 entre 2004 et 2008, alors que les É.-U. déclarent une réduction de 33 p. 100 au niveau du gouvernement fédéral de 2000 à 2007.

L'IIDD a réalisé la promotion de l'adoption des politiques d'APD en s'engageant auprès d'eux à réaliser des évaluations de l'état de préparation à l'APD qui déterminent la façon dont les politiques pilotes pourraient être mises en œuvre. Le livre blanc de l'IIDD intitulé *Life Cycle Costing: A Question of Value* porte sur les coûts et avantages monétaires de l'APD et aide à préparer les travaux à venir au sujet des modèles d'approvisionnement de substitution et de la façon dont l'approvisionnement public peut être utilisé pour établir des politiques nationales sur l'énergie et les changements climatiques. Pour voir les travaux de l'IIDD sur l'APD, veuillez consulter : www.iisd.org/markets/procurement/.

Limites de la dette

Par László Pintér,
directeur, Mesure et évaluation

En 2010, lorsque le degré d'endettement de certains pays a atteint une limite et créé la possibilité d'un effondrement financier, nous avons continué à utiliser notre marge de crédit avec la Terre sans bilan clair et en nous attendant à ce que les générations futures paient les factures des deux. Cependant, si nous ne réglons pas nos comptes maintenant, les générations futures seront gravement handicapées par les dettes que nous leur aurons léguées.



istockphoto © Johnny Greig

La plupart d'entre nous ont eu des dettes à un moment ou à un autre. En théorie, nous remboursons ce que nous devons plus un intérêt représentant le fait que le prêteur a renoncé à quelque chose de précieux, même si c'était temporaire.

Toutefois, des problèmes surviennent lorsque nous faisons erreur quant à notre capacité future à rembourser. Emprunteurs et prêteurs vont entrer en conflit et les deux vont en souffrir à moins que des mesures ne soient prises pour l'éviter.

Il y a ici un message essentiel concernant le développement durable si nous considérons la Terre comme notre prêteur. Il est manifeste que sans restructuration fondamentale de la façon dont nous vivons et commerçons, nous allons entrer en conflit avec la Terre, notre principal créancier, et d'ailleurs avec les intérêts des générations futures qui paieront en notre nom. Alors qu'il s'agissait d'un concept radical il y a

20 ans, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Cependant, nous ne comprenons pas encore parfaitement la façon dont les problèmes liés à la marge de crédit de la Terre sont intimement liés à ceux des marchés financiers et des principales économies. La crise économique a indiqué sans aucune ambiguïté que la diminution de la limite du crédit de la nature est financée par l'endettement. La croissance économique qui s'en suit a naturellement également généré une valeur mais en l'absence d'un bilan clair tenant compte des risques environnementaux et, comme nous le savons maintenant, aussi des risques économiques, cela ressemble à un marché que bien peu auraient voulu conclure.

La crise du logement et la menace de défaillance d'un emprunteur souverain en Europe ont pu en surprendre plus d'un en raison de la comptabilité erronée et du manque de responsabilisation dans le système. Par conséquent, lorsque l'écart entre les perceptions et la réalité est devenu évident, il

était trop tard. Alors que l'énorme augmentation de la dette actuelle des économies qui ont adopté des mesures de stimulation est connue dans une certaine mesure, 11 billions de dollars juste aux États-Unis¹, nous ne disposons que d'estimations de la dette qui sera léguée aux futures générations sous forme d'appauvrissement des actifs environnementaux.

Nous savons maintenant que l'utilisation de notre marge de crédit au-delà de ses limites était une entreprise risquée. Cependant, il n'est pas trop tard pour faire marche arrière. La solution : réaliser un changement transformateur en surveillant notre bilan de façon à ce que nos dépenses demeurent dans les limites de notre crédit; un bilan qui indique non seulement nos obligations financières au dollar près mais aussi les actifs naturels essentiels à notre vie. Si nous ne changeons pas et que les générations futures font faillite, ces dettes affecteront gravement leur capacité à survivre.

¹ www.money.cnn.com/news/storiesupplement/economy/bailoutracker/

Les dons généreux d'entreprises et de particuliers amorcent la phase II de notre campagne de capitalisation

Par Rick Groom,
agent du
développement et
des communications



Alimenté par la générosité d'entreprises et de particuliers depuis le début de la campagne de capitalisation de l'IIDD « Bridging the Gap between Knowing and Doing » lancée en décembre 2007, l'objectif de Financement pour le secteur privé pour la Phase II s'élève maintenant à 5 millions de dollars canadiens.

Manitoba Hydro et la Fondation RBC de la Banque royale du Canada sont deux des entreprises distinguées qui ont contribué à la campagne de capitalisation de l'IIDD en 2009-2010. À leurs dons, ainsi qu'à ceux de particuliers au Canada et ailleurs, se sont ajoutées les contributions de membres du personnel et d'associés de l'IIDD, de nos administrateurs et de nos anciens jeunes professionnels.

La Phase II de la campagne vise à obtenir un soutien pour les nouveaux centres d'excellence de l'IIDD dont les suivants :

- Le Centre d'innovation pour l'eau
- Le Centre d'innovation pour le leadership en matière de durabilité
- Changements climatiques et énergie
- Le Fonds d'innovation
- Le Fonds d'initiatives communautaires

Centre d'innovation pour l'eau

Après avoir lancé son nouveau site Web (www.waterinnovationhub.org/) en janvier 2010, l'équipe du Centre d'innovation pour l'eau (CIE) a continué à axer ses efforts sur son projet inaugural : le bassin hydrographique du lac Winnipeg, point névralgique du Canada quant à l'eau. La présentation de l'avant-projet de plan du CIE pour une stratégie totalement intégrée pour le bassin hydrographique, les biens et services écologiques, et la gestion durable des ressources en eau seront les principaux sujets abordés lors du Sommet sur le bassin du lac Winnipeg qui aura lieu les 30 novembre et 1^{er} décembre 2010.

Lake Winnipeg Basin Ecosystem Challenge, une nouvelle exposition permanente où la réalité virtuelle rencontre la réalité



(G) Rob Johnson, président régional de RBC et Gord Nixon, président-directeur général de RBC offrent un tableau et un généreux chèque au titre de la subvention pour le leadership du projet Eau Bleue RBC destiné au Centre d'innovation pour l'eau à (2e G) David Runnalls et (2e D) Charles Loewen, vice-président de l'IIDD et président de la campagne en octobre 2009.

environnementale est l'un des principaux efforts de sensibilisation de la communauté entrepris par le CIE dont l'équipe collabore étroitement avec celles de la Campagne de capitalisation de l'IIDD et du musée du Manitoba. Conçue pour éduquer et sensibiliser les visiteurs aux enjeux locaux, régionaux et mondiaux liés à l'eau, *Ecosystem Challenge* peut permettre d'éduquer les 400 000 visiteurs (dont 94 000 étudiants) et 10 000 membres du musée au cours de sa première année qui débutera en mars 2012.

Centre d'innovation pour le leadership en matière de durabilité

Inspire et préparer une nouvelle génération de leaders en matière de durabilité pour qu'ils mettent en œuvre des changements systémiques menant à un avenir mondial durable, telle est la vocation du Centre d'innovation pour le leadership en matière de durabilité (CILD), initiative du programme Connectivité mondiale. Un nouveau programme pilote a été proposé pour répondre aux besoins de formation en leadership de la durabilité pour les professionnels âgés de 20 à 30 ans des communautés du Nord-Ouest de l'Ontario et du Manitoba. Il permettra de fournir à un maximum de 40 participants les connaissances, les compétences et les réseaux dont ils ont besoin pour relever le défi. Avec le financement de la composante Winnipeg assuré, le programme de Financement et le CILD collaborent pour concrétiser la composante Ontario.

Programme Changements climatiques et énergie

Pendant 2009-2010, les fonds de la campagne ont soutenu la forte participation du programme Changements climatiques et énergie à la conférence de Copenhague sur les changements climatiques en décembre 2009, la continuation du partenariat avec le Pembina Institute et la McCall MacBain Foundation pour rechercher des moyens par lesquels le Canada, les É.-U. et le Mexique peuvent élaborer une réponse commune à l'échelle de l'Amérique du Nord face aux changements climatiques, l'examen du rôle de l'agriculture dans un régime climatique de l'après-2012, et les efforts permanents déployés pour aider à concevoir le régime climatique international de l'avenir.

Fonds d'innovation

L'innovation est l'essence même de l'IIDD. Pour s'adapter avec succès à une économie et à un environnement mondiaux en constante évolution, il faut absolument disposer d'idées nouvelles. C'est pourquoi l'Institut a établi le Fonds d'innovation en 2004. Solidement ancré dans la philosophie selon laquelle innovation + imagination = réalisation, le fonds inspire, explore et aide à concrétiser ces excitantes innovations.

Suite à la prochaine page

Suite de la p. 23

Le Fonds d'innovation encourage et reçoit un vaste éventail de propositions élaborées par le personnel et les associés de l'IIDD dans le monde entier. Il offre en outre aux donateurs une chance permanente d'investir dans des travaux d'avant-garde qui excèdent fréquemment les limites de la recherche traditionnelle. Depuis la création du Fonds d'innovation il y a six ans, l'Institut a également découvert qu'il s'agit exactement du genre de projets qui peuvent déboucher, et le font souvent, sur des recherches plus approfondies qui, à leur tour, peuvent profiter au monde. Il s'agit là de l'essence même de l'IIDD.

Fonds d'initiatives communautaires

Les fonds de la campagne de capitalisation ont soutenu la 2^e conférence nationale du RCID qui a eu lieu à Toronto en mars 2010. La conférence a permis aux professionnels des secteurs de responsabilité sociale d'entreprise de partager des idées et opinions avec certains des experts les plus respectés au monde dans le domaine de la mesure et de l'évaluation. Le thème de la conférence, « Accountability through Measurement », a enthousiasmé les délégués du Canada, des É.-U. et de l'Europe. Le RCID compte maintenant plus de 1 200 membres. (Pour de plus amples renseignements, veuillez lire le rapport du programme Mesure et évaluation à la page 30.)

La campagne de capitalisation soutiendra le Peg, le partenariat formé par l'IIDD avec Centraide, la province du Manitoba, la ville de Winnipeg, Health in Common et un vaste éventail d'intérêts communautaires, pour élaborer un système d'indicateurs communautaires visant à mesurer les progrès réalisés quant à la qualité de la vie de la population de la ville et d'en rendre compte. Peg sera utilisé pour recueillir, analyser et interpréter les données puis rendre compte des conclusions aux habitants de Winnipeg, y compris en ce qui concerne les progrès réalisés pour atteindre le développement durable.

Nos sincères remerciements à tous ceux qui soutiennent la campagne de capitalisation de l'IIDD.

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Sue Barkman, directrice, Développement et relations communautaires | sbarkman@iisd.ca

Rick Groom, agent du développement et des communications | rgroom@iisd.ca

www.IISDisBridgingTheGap.org

Vision 20/20 de l'équipe d'évaluation et de suivi du développement durable

Développer une culture de durabilité

Inspiré par le message du Mahatma Gandhi « soyez le changement que vous voulez voir dans le monde », l'initiative d'évaluation et de suivi du développement durable (ESDD) de l'IIDD a été lancée il y a 10 ans. Au cours de la décennie précédente, la durabilité opérationnelle avait été cultivée et coordonnée à la base par le comité appelé « Our Responsibility Committee for Action » dirigé par l'associé de l'Institut, Stephan Barg (alors gestionnaire de projet principal et conseiller) assisté par Janice Gair, directrice des ressources humaines et de l'administration.

« La mise en œuvre, bien que difficile du point de vue opérationnel, a été relativement aisée à établir. » Le personnel pensait déjà en termes de durabilité puisque c'était l'élément central de ses projets et programmes et un élément clé de sa philosophie personnelle » se souvient Janice Gair.

Depuis 2001, l'ESDD produit des rapports opérationnels sur le développement durable. En 2010, le programme continue ses activités de compte rendu et développe des pages Web interactives pour communiquer ses conclusions et suivre les tendances locales, nationales et internationales.

Marlene Roy, directrice des Ressources pour la recherche et l'apprentissage dirige l'équipe de l'ESDD. Selon elle, l'ESDD est responsable de l'introduction, de la mise en œuvre et du maintien des normes de fonctionnement durable dans tous les bureaux de l'IIDD. Tel que souligné au départ en 1993, cela inclut la prévention de la pollution et la gestion des déchets (recyclage, compostage et utilisation de produits réutilisables), la conservation de l'énergie, la santé et la sécurité en milieu de travail, les relations employeur-employé, la diversité et l'égalité des chances, l'éducation et la formation ainsi que la communication permanente et le soutien des activités communautaires.

« En 2003, l'Institut est devenu la première organisation non gouvernementale canadienne neutre en carbone » fait remarquer Dennis Cunningham, un gestionnaire de projet du programme de l'IIDD Changements climatiques et énergie et l'un des membres de la première équipe de l'ESDD. « Ce qui était réputé être des pratiques écologiques novatrices au milieu des années 1990 est maintenant la norme pour tellement d'entreprises et d'ONG. En ce qui concerne les nouvelles frontières dans les 20 prochaines années, il est manifeste que l'IIDD et l'ESDD continueront à bâtir sur ce succès du point de vue intellectuel et structurel. »

Comme par le passé, l'équipe de l'ESDD a continué à suivre les lignes directrices fixées par la Global Reporting Initiative pour préparer ses rapports de durabilité interne au cours de cet exercice. Elle a en outre continué à suivre le marché international du carbone et à acheter des crédits d'émission de carbone nationaux et internationaux. L'IIDD a acheté 1 935 tonnes de crédits d'émission d'équivalent-CO₂ (tCO₂e) auprès d'Offsetters Clean Technology pour soutenir le projet Sunselect Produce Limited (Aldergrove) pour 2009-2010 et 2008-2009. L'achat de crédits d'émission de carbone par l'IIDD a aidé ces serres commerciales productrices de fruits et légumes à utiliser des isolants et à remplacer leur chaudière à gaz naturel par une qui fonctionne avec de la biomasse, réduisant ainsi les émissions de carbone annuelles dues à leur fonctionnement de 7 500 tCO₂e. Pour obtenir de plus amples détails sur les achats de crédits d'émission de carbone, veuillez visiter : www.iisd.org/about/sdreporting/environment.asp.

Par Rick Groom

« Ce qui était réputé comme des pratiques écologiques novatrices au milieu des années 1990 est maintenant la norme. En ce qui concerne les nouvelles frontières dans les 20 prochaines années, il est manifeste que l'IIDD et l'ESDD continueront à bâtir sur ce succès du point de vue intellectuel et structurel. »

Utiliser des initiatives adaptées au milieu pour régler des questions de politique « insurmontables »

Par Darren Swanson,
gestionnaire de projet,
Mesure et évaluation

« À travers le pays, des initiatives ont été lancées à un rythme accéléré à l'échelle communautaire, municipale, du paysage ou des bassins versants. Ces approches 'adaptées au milieu' sont élaborées afin de répondre aux problèmes souvent qualifiés d'insurmontables : des difficultés persistantes en matière de politiques socioéconomiques et environnementales nécessitent un degré élevé de collaboration entre les gouvernements et avec les autres acteurs. »

— Ian Shugart, sous-ministre, Environnement Canada, et Thomas Townsend, directeur exécutif, Projet de recherche sur les politiques



iStockphoto © Chris Schmidt

Bon nombre des questions urgentes qui se posent au Canada sont « insurmontables », à savoir du genre de celles mentionnées ci-dessus dans la citation d'Ian Shugart et Thomas Townsend. Ainsi, au cours des 20 dernières années, le pourcentage de familles ayant un revenu faible vivant dans les plus grandes villes du Canada a presque doublé¹, le lac Winnipeg a été étouffé par les nutriments² et presque 80 p. 100 de la vie utile de nos infrastructures publiques a atteint ses limites de conception, représentant un étonnant déficit de 128 milliards de dollars à ce titre³.

Pour aborder ces problèmes « insurmontables » de façon adéquate, il faut une perspective de planification et de gestion adaptée au milieu qui permette aux décideurs de voir dans l'avenir et d'évaluer les risques plausibles posés par les activités disparates qui peuvent s'accumuler dans certains endroits (p. ex., pompage de l'eau d'une rivière pour répondre à un besoin industriel allant de pair avec la pollution de la même rivière provenant d'une autre source). Il n'est tout simplement pas possible de s'attaquer aux problèmes insurmontables, principalement d'un point de vue fédéral et provincial, comme c'est le cas en ce moment. Les liens réciproques essentiels entre les aspects environnementaux, sociaux et

économiques sont pratiquement invisibles à ces hauts niveaux d'abstraction.

L'optique « adaptée au milieu » clarifie les collaborations intergouvernementales nécessaires pour concevoir et tester un certain nombre de solutions et pour continuellement apprendre et s'adapter au fil de l'acquisition de nouveaux renseignements concernant ce qui donne de bons résultats. Cette expérience, à son tour, clarifie les interventions à l'échelle du secteur qui sont nécessaires dans de multiples lieux et gouvernements.

Un glissement vers une planification et une gestion plus adaptées au milieu exige un « new deal concernant les lieux » et des défenseurs nous amènent lentement vers ce but. Prenez par exemple le fait qu'en 1994, le président de la Fédération canadienne des municipalités, Jack Layton, avait demandé que les villes disposent d'un pouvoir de planification accru et créent leurs propres formes d'imposition. Prenez par exemple le fait qu'en 2004, le maire de Winnipeg, Glen Murray, avait demandé un « new deal » qui inclurait un glissement des impôts locaux des bonnes choses que nous souhaitons telles que la propriété, vers les mauvaises que nous ne souhaitons pas telles que les déchets et la

pollution. Et prenez, par exemple, le fait qu'en 2006, l'ancien Premier ministre de la Colombie-Britannique et maire de Vancouver, Mike Harcourt, avait demandé que les communautés se voient accorder une capacité de planification accrue pour la préparation de plans de durabilité communautaire intégrée.

Anticipant les 20 prochaines années, il s'agit du genre d'avances dont nous avons besoin, à savoir un plus grand pouvoir de planification, plus d'argent et une plus grande capacité de planification. Mais ce n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan des efforts nécessaires dans ces domaines pour avoir un impact important sur la façon dont nous abordons les problèmes insurmontables au Canada. Il faudrait plusieurs ordres de magnitude et des efforts plus poussés pour que les hauts niveaux de gouvernement fondés sur les secteurs réalisent le nécessaire glissement à grande échelle vers une planification et une gestion plus près de la base et adaptées au milieu.

La bonne nouvelle c'est qu'un certain nombre de défenseurs ont esquissé un plan et qu'il est déjà en voie de réalisation. La mauvaise nouvelle c'est qu'il reste encore beaucoup de chemin à parcourir et que le voyage sera éreintant.

¹ Tiré de *Losing Ground: The Persistent Growth of Family Poverty in Canada's Largest City*. Rapport de United Way of Greater Toronto, 2007.

² Fondé sur *Reducing Nutrient Loading to Lake Winnipeg and its Watershed*. Rapport du Lake Winnipeg Stewardship Board, 2006.

³ Tiré de *Danger Ahead: The Coming Collapse of Canada's Municipal Infrastructure*. Rapport de la Fédération canadienne des municipalités, 2007.

Commerce et investissement

Mark Halle,
directeur, Commerce
et investissement



Pendant les 20 ans d'existence de l'IIDD, la notion de développement durable a progressé vers une large acceptabilité politique à peu près à la même vitesse que les perspectives du développement durable diminuaient. Si nous avons remporté des victoires dans les batailles de la rhétorique, nous avons eu de piètres résultats dans la plus vaste lutte pour l'avenir de la planète. Il s'agit d'un aveu qui donne à réfléchir de la part d'un institut voué à faire de la durabilité le principe organisateur central de nos sociétés et de nos économies.

Avons-nous irrémédiablement échoué? Si on considère les 20 ans à venir, comment commencer à sérieusement changer de cap?

Nous devons commencer par reconnaître une bonne fois pour toutes que les changements progressifs ne suffiront jamais. La durabilité exigera des changements transformateurs, du genre qui modifie fondamentalement les règles du jeu; du genre qui altère les incitations et les éléments dissuasifs qui régissent nos comportements. Nous devons restructurer le cadre macro-économique dans lequel a lieu le développement. Comment?

Nous devons déterminer les principales causes des comportements non durables et les traiter directement tout en structurant nos principales politiques de façon à ce que leur respect nous conduise à la durabilité.

Si nous sommes sérieux au sujet de la durabilité, nous devons aborder la question des politiques qui y font le plus obstacle : celles dans les domaines de la fiscalité, de l'investissement, du commerce, des subventions mais aussi les politiques sectorielles plus courantes dans les secteurs de l'agriculture, de l'énergie, de l'eau et des transports. Des interventions audacieuses et bien ciblées dans ces domaines peuvent susciter des changements transformateurs dans un monde de plus en plus nerveux au sujet des implications des tendances actuelles.

1. iStockphoto © JulienGrondin

2. iStockphoto © Jason Reekie

3. iStockphoto © Robert Churchill

« Si nous sommes sérieux au sujet de la durabilité, nous devons aborder la question des politiques qui y font le plus obstacle : celles dans les domaines de la fiscalité, de l'investissement, du commerce, des subventions mais aussi les politiques sectorielles plus courantes dans les secteurs de l'agriculture, de l'énergie, de l'eau et des transports. »

Commerce et investissement, points saillants

- En 2010, le lancement des lignes directrices ISO 26000 pour la responsabilité sociale sous forme d'ébauche de norme internationale a marqué l'apogée de cinq ans de collaboration avec l'Organisation internationale de normalisation. En tant qu'intervenant clé dans l'élaboration de la norme, l'IIDD a rédigé le rapport très reconnu intitulé *How Material is ISO 26000 for Small and Medium-sized Enterprises* qui porte sur l'influence limitée de l'ISO 26000 sur les petites entreprises. Ce rapport a suscité plusieurs améliorations de l'ébauche et a été réimprimé dans sept journaux spécialisés. (www.iisd.org/standards/csr.asp)
- En septembre 2009, les dirigeants des nations du G-20 ont pris l'engagement révolutionnaire d'éliminer graduellement les subventions visant les combustibles fossiles. L'IIDD a entamé des consultations avec les gouvernements des pays du G-20 et a fourni des recherches et analyses indépendantes pour les aider à élaborer leurs plans de mise en œuvre. L'Institut cherche à augmenter la sensibilisation à ce problème de façon à encourager plus de gouvernements à s'engager à modifier leurs subventions visant les combustibles fossiles et à accroître l'examen du public pour garantir que ces initiatives atteignent leurs objectifs en matière de changements climatiques, de sécurité de l'énergie et d'atténuation de la pauvreté. (www.globalsubsidies.org)
- La compréhension des forces politiques connexes aux subventions constitue l'obstacle le plus important à la réussite de leur réforme. Dans le rapport intitulé *The Politics of Fossil-Fuel Subsidies*, nous offrons une analyse détaillée des principales raisons pour lesquelles les gouvernements accordent des subventions aux producteurs et aux consommateurs de combustibles fossiles ainsi que de la dynamique des groupes de pression et du grand public qui les exigent. Notre rapport formule des recommandations pratiques pour aider les décideurs à surmonter les défis politiques. (www.globalsubsidies.org/en/research/political-economy/)
- Nous avons organisé le fructueux Forum annuel pour les négociateurs d'investissements des pays en développement au cours des trois dernières années. Le Forum comble une importante lacune de politique, permettant aux pays en développement d'envisager et de développer librement leurs propres priorités et objectifs en matière de négociations. La structure du Forum facilite la mise en commun d'expériences et de meilleures pratiques, renforçant la capacité de négociation des pays en développement et fournissant des possibilités de négociations d'investissement mieux informées et plus équitables. Le gouvernement de l'Inde a offert d'accueillir le Forum de 2010. (<http://www.iisd.org/investment/>)
- Les contrats entre les gouvernements hôtes et les investisseurs créent le fondement juridique précis de nombreux investissements dans les pays en développement. Les contrats sont un élément essentiel pour déterminer si les investissements vont promouvoir ou gêner les efforts pour améliorer la durabilité environnementale, l'atténuation de la pauvreté et le développement social. Nous élaborons une approche complète et fondée sur des principes de la rédaction de ces contrats du point de vue du développement durable, ainsi que des applications de cette approche spécifiques à certains secteurs, particulièrement ceux des ressources naturelles. (<http://www.iisd.org/investment/>)
- Entre 2007 et 2008, une combinaison de prix élevés du pétrole, de concurrence pour les terres arables pour y cultiver la matière première pour les biocarburants, de sécheresse dans les pays producteurs et d'une demande accrue des économies en développement a conduit à une rapide augmentation du prix des aliments de base. Les protestations populaires et la pauvreté accrue qui en ont résulté ont eu des répercussions importantes sur le système commercial (p. ex., certains pays ont interdit les exportations pour garantir que leur propre population pourrait disposer de suffisamment de nourriture alors que d'autres ont remis en question la sagesse de se fier aux marchés mondiaux pour acquérir leurs produits alimentaires). Le Trade Knowledge Network réalise une étude chevauchant trois continents pour évaluer la façon dont les pays ont été touchés par la crise et celle dont les politiques commerciales nationales et régionales peuvent éviter de futures flambées des prix. (www.tradeknowledgenetwork.net/research/)
- Nous rédigeons l'un des chapitres du Rapport sur l'économie verte, le principal produit de l'initiative « Économie verte » du PNUÉ. Le rapport comportera l'analyse de 11 secteurs économiques. Le chapitre rédigé par l'IIDD porte sur les conditions habilitantes et les options de politique pour réaliser un glissement vers une économie verte. Le rapport a pour objectif global de présenter une solide défense d'ordre macro-économique de l'investissement dans l'écologie. Il paraîtra en novembre 2010. (www.unep.org/greenconomy/)
- Par le biais de notre collaboration avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement en vertu de l'initiative sur les produits durables, nous avons élaboré une méthodologie complète et fondée sur la science pour évaluer les impacts de durabilité sur le terrain de la concurrence entre les normes volontaires et les étiquettes écologiques. Le Committee on Sustainability Assessment (COSA) formé pour répondre aux conclusions du groupe de travail du Sustainable Coffee Partnership (partenariat pour la durabilité dans le secteur caféier) constitue le premier cadre applicable et comparable à l'échelle mondiale pour mesurer les impacts de diverses initiatives sur la durabilité. En 2009, le COSA a été appliqué dans sept pays producteurs de café et de cacao. (www.iisd.org/markets/sci/)

Nous tenons à souligner le généreux soutien apporté à nos travaux au titre du programme Commerce et investissement par les donateurs suivants :

Charles Stewart Mott Foundation
Citigroup Foundation
Climate Strategies
Commission de coopération environnementale
Common Fund for Commodities
Secrétariat pour les pays du Commonwealth
Greenpeace, Allemagne
The William and Flora Hewlett Foundation
Humanist Institute for Cooperation with Developing Countries
Industrie Canada
Centre de recherches pour le développement international
Lodestar Foundation
Ministère des Affaires étrangères du Danemark
Ressources naturelles Canada
Ministère de l'Agriculture, de la Nature et de l'Alimentation des Pays-Bas
Norwegian Agency for Development Cooperation
Ministère royal des Affaires étrangères de Norvège (MAE Norvège)
Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE)
Oxfam-Solidarité
Rainforest Alliance
Rockefeller Brothers Fund
Ministère des Affaires étrangères de la Suède
Agence suédoise d'aide au développement international
Direction du développement et de la coopération de la Suisse
Swiss National Centre of Competence in Research
Secrétariat d'État à l'économie suisse
Organisation des pays exportateurs de pétrole
La Table ronde de l'OCDE sur le développement durable
The Swedish Foundation for Strategic Environmental Research
Royaume-Uni, Department for International Development
Programme des Nations Unies pour le développement
Programme des Nations Unies pour l'environnement
World Trade Institute

Gestion durable des ressources naturelles

Henry David Venema,
directeur, Gestion durable
des ressources naturelles



L'axiome « Penser à l'échelle mondiale, agir à l'échelle mondiale » a retenu l'intérêt de la Commission Brundtland il y a 20 ans et inspiré la création de l'IIOD. Il reflétait la croyance selon laquelle un intérêt personnel éclairé et une coopération multilatérale pourraient éliminer les menaces portant sur les ressources et l'environnement prédites dans *Notre avenir à tous*.

La difficulté politique de l'élaboration du consensus et des engagements nécessaires pour « agir à l'échelle mondiale » ne change en rien le simple fait que tous les problèmes auxquels on nous avait dit de nous attendre (insécurité alimentaire et de l'approvisionnement en eau, instabilité du climat et perte de biodiversité) sont des pressions immédiates sur les ressources locales maintenant évidentes.

« Penser à l'échelle mondiale, agir à l'échelle locale » constitue la nouvelle réalité alors que nous sommes obligés de trouver de nouvelles solutions aux problèmes immédiats de la gestion des ressources naturelles aussi divers que sauvegarder le grand lac le plus eutrophique du monde qui se trouve juste derrière chez nous, ou préserver l'habitat des grands singes anthropoïdes africains très gravement menacés.

Le programme Gestion durable des ressources naturelles (GDRN) enracine l'Institut dans cette nouvelle ère de diplomatie environnementale. La logique du développement durable demeure centrale mais elle est appliquée à l'échelle locale et régionale pour communiquer les avantages mutuels et la logique de la gestion collaborative de l'écosystème. Le concept de capital naturel a une influence majeure sur le programme GDRN. La société reconnaît de plus en plus que les écosystèmes sont un actif économique tangible qui fournit des produits



et services écologiques essentiels méritant des investissements et une gestion appropriée. La difficulté est de révéler les avantages positifs de la gestion collaborative des ressources naturelles. Le programme GDRN utilise tous les outils à sa disposition, à savoir le dialogue et la sensibilisation communautaires, l'élaboration de scénarios, la visualisation géospatiale, l'évaluation des services écosystémiques, les marchés environnementaux et l'innovation technologique, pour modifier le discours, révéler de nouvelles possibilités en matière de politiques et négocier de nouvelles bases pour la coopération entre les parties prenantes indisciplinées. En fin de compte, c'est « local »

qui importe le plus, l'innovation au niveau des politiques et des pratiques n'importe que si elle favorise des communautés résilientes, c'est ce qui la rend durable. Lorsque nous construisons, communiquons et célébrons ces succès, nous créons la volonté d'un changement à plus grande échelle.

La nature a toujours le dernier mot. Dans 20 ans, dans la foulée de crises successives, l'impossible d'aujourd'hui deviendra l'inévitable et je prévois un retour à une solide coopération commerciale et environnementale multilatérale comme seul moyen pratique d'accroître les avantages de la gestion avérée des ressources naturelles.

« Un ordre du jour de renforcement de la paix incluant les ressources naturelles est une possibilité cruciale d'affirmer une logique de développement durable et un ingrédient essentiel d'une paix durable. »

Gestion durable des ressources naturelles, points saillants

- Le Centre d'innovation pour l'eau a été inauguré pour souligner les travaux de l'IIDD sur la gestion des ressources en eau. Les efforts déployés par le passé étaient axés sur le développement de la recherche et des communications en vue du Sommet sur le bassin hydrographique du lac Winnipeg qui aura lieu en novembre-décembre 2010 pour promouvoir l'ordre du jour d'une vision et d'un plan de gestion du bassin hydrographique. Une recherche stratégique et des avancées collaboratives ont été réalisées dans la recherche en matière de politiques ainsi que dans le contenu et les communications pour le Sommet. (www.waterinnovationhub.org)
- Le manuel intitulé *Conflict-Sensitive Conservation Practitioners' Manual* a été rédigé et publié par l'IIDD à partir de travaux réalisés par Gestion des ressources naturelles dans la région africaine de l'Albertine Rift. Il offre un cadre analytique et décisionnel pour aider les agents de protection de la nature à comprendre les conflits fondés sur les ressources naturelles, à y faire face et à intégrer cette compréhension dans la programmation et la mise en œuvre des mesures de protection. Ce faisant, ils peuvent éviter d'exacerber le conflit et maximiser les occasions de renforcer la paix. (www.iisd.org/pdf/2009/csc_manual.pdf)
- En septembre 2009, l'IIDD a achevé son projet de quatre ans sur les politiques adaptatives entrepris en partenariat avec The Energy and Resources Institute et financé par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI). Cet effort a atteint son apogée avec la parution du livre intitulé *Creating Adaptive Policies: A Guide for Policy-making in an Uncertain World*, publié conjointement par Sage et le CRDI. Ce projet a nécessité la collaboration entre les programmes de Gestion durable des ressources naturelles et Changements climatiques et énergie. (www.idrc.ca/en/ev-145152-201-1-DO_TOPIC.html)
- En janvier 2010, nous avons publié le rapport de politiques intitulé *The Manitoba Challenge: Linking Water and Land Management for Climate Adaptation*. Il fournit des recommandations de politique pour l'adaptation aux changements climatiques au Manitoba au moyen d'engagements de politiques et législatifs envers la gestion écologique du bassin hydrographique. Le rapport a suscité un intérêt et une attention considérables chez nos partenaires locaux et régionaux et a en outre fait l'objet d'une importante couverture médiatique aux É.-U. et au Canada. (www.waterinnovationhub.org/research/governance/water_and_land.asp)
- En partenariat avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Global Witness, le US Army War College, le Environmental Law Institute et l'Agence suédoise pour la recherche en matière de défense, nous avons élaboré un cours pilote pour l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche au sujet de la gestion des ressources naturelles dans les sociétés après un conflit. Nous avons présenté le cours de formation pilote sur deux jours à des experts rassemblés par l'IIDD et le PNUE pour en valider le contenu et la méthodologie. Des représentants d'importantes agences internationales de défense, de sécurité et de maintien de la paix se trouvaient parmi les experts.
- En partenariat avec le PNUE, nous avons examiné des cas de gestion des bassins hydrographiques transfrontaliers afin de déterminer l'utilisation des approches de gestion des écosystèmes, y compris l'utilisation des services écosystémiques comme outils de gestion. Les résultats préliminaires de ces études de cas des bassins hydrographiques du Mékong, du Danube, du Jourdain, du Congo, de La Plata et de la rivière Rouge ont été présentés lors de la Semaine mondiale de l'eau qui a eu lieu à Stockholm en août. Un rapport final, y compris une étude de cas sur le bassin hydrographique de l'Okavango dans le Sud-ouest africain est en cours de publication en partenariat avec le PNUE, l'Institut danois d'hydraulique du PNUE.
- En mars 2010, l'IIDD a publié le rapport intitulé *Peak Phosphorus: Opportunity in the Making* qui explorait les possibilités concernant le recyclage du phosphore en tant que ressource précieuse et limitée. Le rapport a fait l'objet d'une exceptionnelle attention des médias, y compris un article dans le *Globe and Mail* et un dans le *Winnipeg Free Press*. On s'attend à ce que le concept de production maximale de phosphore et ses travaux permanents positionnent le Centre d'innovation pour l'eau en tant qu'exposant des technologies novatrices pour la récupération et le recyclage du phosphore dans le contexte du lac Winnipeg qui en contient trop. (www.iisd.org/pdf/2010/peak_phosphorus.pdf)
- Pour Agriculture et Agro-alimentaire Canada, nous avons fourni l'examen intitulé *Integrated Water Resources Management (IWRM) in Canada: Recommendations for Agricultural Participation* qui formule des recommandations pour améliorer la participation du secteur agricole dans la gestion fondée sur les bassins hydrographiques. L'examen incluait également certaines des meilleures pratiques tirées des écrits internationaux. (www.iisd.org/pdf/2009/iwrn_agriculture.pdf)



Nous tenons à souligner le généreux soutien apporté à nos travaux au titre du programme de Gestion durable des ressources naturelles par les donateurs suivants :

Commission de coopération
environnementale
EcoRessources
Environnement Canada
Genome Prairie
Centre de recherches pour le
développement international
Lake Winnipeg Foundation Inc.
MacArthur Foundation
Manitoba Hydro
Max Bell Foundation
Province du Manitoba
Red River Basin Commission
Royal Bank of Canada Foundation
Thomas Sill Foundation Inc.
PNUE, Institut danois d'hydraulique
du PNUE
Programme des Nations Unies pour
l'environnement
Programme des Nations Unies pour
l'environnement par l'entremise de
la Born Free Foundation
Institut des Nations Unies pour la
formation et la recherche
Wildlife Conservation Society

Rapport de programme :

Mesure et évaluation



Les participants à l'atelier BellagioSTAMP destiné à déterminer les nouveaux principes.



László Pintér,
directeur, Mesure et
évaluation

J'ai vraiment commencé à m'intéresser aux sports d'endurance et à ce que nous appelons maintenant le développement durable au début des années 1980. J'ai trouvé que ces intérêts avaient un lien solide et naturel, tant au niveau conceptuel que dans la pratique quotidienne. D'abord, la voie du succès dans les sports et le développement durable comporte volonté et anticipation. Ensuite, le véritable succès n'arrive pas sans efforts. Il dépend d'une stratégie, d'une préparation, d'un engagement et d'une capacité à s'adapter aux situations imprévues. Enfin, le moment venu, les résultats se suffisent à eux-mêmes. Tous les efforts se résument à une mesure imparable du rendement.

Le rendement collectif de la société dans les domaines qui comptent les plus pour le développement durable tels que la réduction de la pauvreté, le maintien de la biodiversité et l'atténuation des changements climatiques, continue à échouer, et poursuivre la même orientation ferait empirer la situation. De nombreux éléments de la mise à jour de 2009 concernant les progrès vers les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), les indicateurs par exemple, indiquent un état d'alerte témoin d'une détérioration. D'ailleurs, nous ne sommes pas dans une meilleure position à l'égard d'un grand nombre d'autres mesures



importantes dans d'autres domaines que les OMD. La façon la plus simple d'envisager là où nous aimerions nous trouver dans 20 ans, c'est beaucoup moins d'indicateurs révélant un état d'alerte et beaucoup plus indiquant que tout va bien, ou qu'au moins, tout va moins mal et que nous sommes en voie de rétablissement.

Comment arriver à ce point? Pour continuer l'analogie avec les sports d'endurance, d'abord, il nous faut une vision claire de ce que nous attendons de nous-mêmes. Nous devons penser à l'avenir et avoir une vision claire d'un résultat ambitieux mais réaliste acceptable par la plupart d'entre-nous. Il faudra, pour cela, fixer de nouveaux OMD et dépasser, de loin, les simples objectifs de croissance économique. Il nous faut ensuite avoir un plan de travail rigoureux et nous y tenir sans oublier que nous ne devons jamais négliger de tenir compte des nouveaux risques et débouchés afin d'ajuster notre programme si nous constatons que nous dévions de notre chemin. L'entraînement ne suffira pas : ne

s'occuper que des changements de politiques, technologiques et comportementaux ne pèse pas lourd dans la balance.

Ce qui importera, en fin de compte, c'est nos résultats à l'égard des principales mesures lorsque viendra le moment. Dans 20 ans, nous devront avoir de meilleurs résultats que ceux d'aujourd'hui.



« [...] là où nous aimerions nous trouver dans 20 ans, c'est beaucoup moins d'indicateurs (OMD) révélant un état d'alerte et beaucoup plus indiquant que tout va bien, ou qu'au moins, tout va moins mal et que nous sommes en voie de rétablissement. »

Mesure et évaluation, points saillants

- Appuyé par la Banque mondiale le principal objectif du projet intitulé *Participatory Scenario Development for Costing Climate Change Adaptation – Climate Visioning* était de déterminer la façon dont les personnes vulnérables et pauvres considèrent l'éventail des options d'adaptation possibles qui s'offrent à elles et aux décideurs pour faciliter des stratégies d'adaptation favorables aux pauvres. Afin d'examiner les principaux facteurs, des ateliers participatifs d'élaboration de scénarios ont eu lieu au Ghana, au Mozambique, au Bangladesh et au Vietnam. Le projet a été réalisé conjointement avec ESSA Technologies Inc. à Vancouver.
- Répondant à des demandes de gouvernements dans les pays en développement, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et Mesure et évaluation ont élargi le programme de formation sur l'évaluation environnementale intégrée (EEI) en publiant les documents de formation actuels dans toutes les langues des Nations Unies et ont ajouté un contenu spécifique à différentes régions du monde. Nous avons également élaboré un programme d'apprentissage électronique pour l'EEI et étendu le réseau mondial de formateurs qualifiés. Le PNUE et Mesure et évaluation ont en outre élaboré un nouveau module de formation pour l'EEI axé sur la vulnérabilité et les impacts des changements climatiques, l'évaluation et l'adaptation, et ont dispensé un cours pilote pour la région de l'Asie occidentale.
(www.iisd.org/measure/tools/assessment/capacity.asp)
- Les principes de Bellagio pour l'évaluation et la mesure de la durabilité (BellagioSTAMP) offrent une assistance stratégique de haut niveau pour élaborer et utiliser des systèmes ciblés d'indicateurs, de mesure et d'évaluation dans tous les secteurs et à toutes les échelles. Découlant d'un atelier pour les experts les plus qualifiés qui a eu lieu au printemps 2009, les nouveaux principes ont été lancés lors du 3^e World Forum on Charting Progress, Building Visions, Improving Life organisé à Busan (Corée du Sud), par l'Organisation de coopération et de développement économiques.
(www.iisd.org/measure/principles/progress/bellagiostamp/)
- Au fil des ans, le Réseau canadien d'indicateurs de durabilité (RCID) a aidé les praticiens dans le domaine des indicateurs et des comptes rendus à tracer la voie vers le développement durable. La 2^e conférence nationale du RCID intitulée *Accountability through Measurement* qui a eu lieu à Toronto du 2 au 4 mars a reconnu que la responsabilisation est l'un des défis du siècle les plus difficiles à relever concernant la gouvernance. La conférence a fourni aux praticiens des techniques et outils pratiques pour élaborer, communiquer et évaluer des systèmes d'indicateurs. Les vidéos et exposés réalisés pendant la conférence sont disponibles en anglais aux adresses suivantes : **(www.csin-rcid.ca/conference_2010/)** **(www.csin-rcid.ca)**
- Peg est une initiative et un site Web novateurs concernant les indicateurs communautaires élaborés pour Winnipeg. Il combine le pouvoir de mesures quantitatives et des histoires. Peg est prévu comme une partie de l'infrastructure communautaire de Winnipeg qui sera permanente mais en constante évolution afin de suivre les progrès, d'inspirer des mesures collectives et d'améliorer le bien-être. Centraide de Winnipeg, l'IIDD, la province du Manitoba, la ville de Winnipeg, Health in Common et un ensemble de divers intérêts communautaires et membres de la communauté élaborent ce système d'indicateurs qui, pendant l'étape de démonstration, porte sur la pauvreté. **(www.iisd.org/measure/tools/indicators/winnipeg.asp)** **(www.mypeg.ca)**
- Une deuxième phase des efforts constants de recherche et de développement de l'IIDD dans le domaine des politiques adaptatives et de l'élaboration des politiques a été lancée au cours de l'exercice 2009-2010. Elle est issue de la collaboration entre les programmes Gestion durable des ressources naturelles, Changements climatiques et énergie, et Mesure et évaluation. Au cours de cette phase, l'IIDD continue son partenariat de longue date avec The Energy and Resources Institute (TERI) en Inde pour créer un cours de formation pour les cadres à la TERI University fondé sur l'ouvrage récemment publié dans le cadre du projet et intitulé *Creating Adaptive Policies: A Guide for Policy-making in an Uncertain World*.
(www.iisd.org/publications/pub.aspx?id=1180)
- www.SDplanNet-AP.org est un réseau de planificateurs et décideurs gouvernementaux dans la région Asie et Pacifique qui partagent des approches et des outils novateurs pour intégrer les principes du développement durable dans les stratégies, plans et budgets à l'échelle nationale. Le réseau a tenu sa première réunion annuelle en septembre 2009 à Bangkok et a axé ses efforts sur trois domaines : les outils stratégiques d'évaluation des politiques, insérer les mesures liées aux changements climatiques dans les plans nationaux, et croissance écologique et stimulation de l'économie. **(www.sdplannet-lac.org)**

Nous tenons à souligner le généreux soutien apporté à nos travaux au titre du programme Mesure et évaluation par les donateurs suivants :

Agriculture et Agroalimentaire Canada
Agence canadienne de développement international
Central European University Foundation, Budapest
Ville de Winnipeg
Deloitte
Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit
Dillon Consulting Limited
Eco. Ltd.
Environnement Canada
ESSA Technologies Ltd.
Fédération canadienne des municipalités
Santé Canada
Health in Common
Ressources humaines et Développement des compétences Canada
Centre de recherches pour le développement international
Lake Balaton Development Coordination Agency
Municipalité de Sanikiluaq
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie
Ressources naturelles Canada
Netherlands Environmental Assessment Agency
Province du Manitoba
Serecon Management Consulting Inc.
The Atkinson Charitable Foundation
Programme des Nations Unies pour l'environnement
Centraide Winnipeg
Banque mondiale

Connectivité mondiale

Heather Creech,
directrice, Connectivité
mondiale



Le Centre d'innovation pour le leadership en matière de durabilité (CILD) est une nouvelle composante vitale du programme Connectivité mondiale de l'IIDD. Conçu pour attirer, former et habiliter la prochaine génération de leaders de la durabilité, nous avons établi le CILD pour offrir une vitrine aux considérables ressources intellectuelles et aux réseaux dans les domaines de la gestion des ressources naturelles, de la mesure et de l'évaluation, des changements climatiques, de la gouvernance et de la responsabilisation, de l'Internet et des communications ainsi que du commerce et de l'investissement.

Nous avons développé le CILD de façon à étendre et à diversifier notre capacité à faire participer les jeunes professionnels du monde entier. Alors que notre programme de stages de base continuera grâce à un financement renouvelé fourni par l'Agence canadienne de développement international pendant les trois prochaines années, au cours de l'exercice passé nous avons investi dans la mise à l'essai de cours de formation en ligne qui formeront la base de notre nouvelle approche de la formation à l'avenir. Nous avons travaillé avec notre groupe actuel de jeunes leaders circumpolaires pour mettre cette approche à l'essai. Le contenu a été offert au moyen d'un système de gestion de l'apprentissage en ligne et les tâches offertes entre pairs au moyen d'Ookpik, le réseau social de l'IIDD destiné aux jeunes du Nord. Nous avons en outre collaboré



avec des entrepreneurs du monde entier dans les domaines social et environnemental pour créer des outils d'apprentissage pour les aider à renforcer leurs apports à la durabilité. Nos combinaisons souples d'ateliers en personne, d'apprentissage en ligne et appliqué, d'outils spécialisés, d'interactions avec des experts du monde entier et de réseautage social avec des pairs nous permettront d'atteindre tous les passionnés de la durabilité qui choisissent de faire une différence dans leur communauté.

Nous avons terminé cette année l'élaboration d'une stratégie de prospection pour le CILD, complétée par une recherche pour le ministère de l'Éducation du Manitoba au sujet du marché des nouveaux emplois écologiques et des carrières dans le domaine de la durabilité. Nous avons poursuivi nos recherches sur les méthodes pour tester les changements des connaissances, attitudes et comportements des étudiants. Les tests appuieront la façon dont nous mesurons les résultats de notre formation à l'avenir.



Alors que le CILD était notre préoccupation principale cette année, l'équipe de Connectivité mondiale a également continué à offrir des conseils au sujet des réseaux et partenariats à des clients tels que la Banque asiatique de développement, Supporting Entrepreneurs for Sustainable Development ou l'initiative SEED ainsi que la Rockefeller Foundation. Nous avons en outre continué à travailler sur la politique de l'Internet et la gouvernance, reconnaissant que nos efforts de formation et de réseautage dépendent de cette infrastructure mondiale et que nous avons un intérêt dans la façon dont les politiques nationales et internationales seront fixées pour son développement futur.

1. Statue de Nuuk. Photo gracieuseté de Napatsi Folger.
2. Couverture de la brochure du CILD produite par l'IIDD.
3. Stagiaires du programme circumpolaire des jeunes leaders. Photo gracieuseté de Napatsi Folger.
4. Delta du fleuve Mackenzie, T.N.O. Photo gracieuseté de Rachel Hansen.

« La vision du CIDL : des leaders de la durabilité de demain. Sa mission : équiper la prochaine génération de leaders de la durabilité avec les compétences, connaissances et réseaux dont ils ont besoin pour commencer aujourd'hui à susciter le changement vers la durabilité mondiale. »



Connectivité mondiale, points saillants

- Après nos interventions au sujet des technologies de l'information et des communications (TIC) et de leurs impacts et avantages environnementaux lors du Internet Governance Forum et de réunions de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et de l'Union internationale des télécommunications, Connectivité mondiale a été invité à faire partie d'un Comité directeur de la société civile du programme Information et communications de l'OCDE comportant sept membres. Connectivité mondiale suit les travaux de l'OCDE au sujet des TIC et de l'environnement.
- Nous avons lancé une étude majeure sur les centres de données non polluants et les implications de leur établissement quant aux politiques et aux affaires. L'étude est appuyée par le réseau évolué de la recherche et de l'innovation du Canada (CANARIE) et suivie par le Rede Nacional de Ensino e Pesquisa (RNP), l'équivalent du CANARIE au Brésil qui pourrait entreprendre à l'avenir une étude similaire.
- Connectivité mondiale a lancé The Entrepreneurs Toolkit lors de Globe 10. Il s'agit d'un projet conjoint avec la Commission nord-américaine de coopération environnementale et l'initiative SEED (Programme des Nations Unies pour l'environnement, Programme des Nations Unies pour le développement et Union Internationale pour la Conservation de la Nature) pour établir un wiki au sujet des saines pratiques commerciales destiné aux entrepreneurs du monde entier dans les domaines social et de l'environnement. (www.entrepreneurstoolkit.org)
- Nous collaborons avec SEED depuis 2007 pour explorer la façon dont les entreprises sociales et environnementales contribuent au développement durable et ce dont elles ont besoin pour réussir. Huit facteurs de succès essentiels ont été déterminés et, en 2009, nous avons conçu et lancé un outil d'auto-évaluation permettant aux entrepreneurs de déterminer si leurs entreprises possèdent ces facteurs de succès essentiels et les mesures qu'ils pourraient prendre pour améliorer leurs chances de succès. (www.seedinit.org/apps/self-assessment/)
- Au nom de l'Autorité canadienne pour les enregistrements Internet (ACED), Connectivité mondiale a réalisé une enquête majeure sur l'intérêt du public canadien concernant les politiques et la gouvernance de l'Internet qui a été présentée lors du quatrième Internet Governance Forum en 2009.

Nous tenons à souligner le généreux soutien apporté à nos travaux au titre du programme Connectivité mondiale par les donateurs suivants :

Alcan
Banque asiatique de développement
Autorité canadienne pour les enregistrements Internet
CANARIE Incorporated
Fondations communautaires du Canada
Ministères des Affaires étrangères et du Commerce international
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien
EMC Computer Systems South Africa Ltd.
Affaires indiennes et du Nord Canadien
Centre de recherches pour le développement international
Manitoba Conservation – Sustainable Development Innovation Fund
Ministère de l'Éducation du Manitoba
Commission nord-américaine de coopération environnementale
Rockefeller Foundation
Programme des Nations Unies pour le développement
Programme des Nations Unies pour l'environnement

Rapport de programme :

Services d'information



Langston James
"Kimo" Goree VI,
directeur, Services
d'information



Photo gracieuseté des Services d'information de l'IIDD.

Les Services d'information ont continué à étendre leurs activités en 2009-2010. En vue de leur contribution au produit phare de l'IIDD, le Bulletin des négociations de la Terre (BNT), des équipes d'experts ont assisté à 36 négociations principales de l'ONU dont la plus en vue était la Conférence de Copenhague sur les changements climatiques en décembre 2009. Alors que l'événement en lui-même n'a pas été un véritable succès, la couverture et l'analyse réalisées par les Services d'information ont reçu de nombreux compliments. La couverture quotidienne approfondie en anglais, français, espagnol et japonais par les deux douzaines d'experts du BNT dans le domaine climatique était une lecture essentielle pour ceux qui suivaient la plus grande conférence de ce genre. Le site Web des Services d'information a fourni la plus vaste couverture photographique de haute qualité, ce qui a généré plus de demandes d'utilisation des documents photographiques de l'IIDD que pour toute autre activité depuis la première parution du BNT en 1992.

En 2009-2010, nos services de compte rendus de conférences ont été plus sollicités que toutes les autres années. Inaugurés en 1998, ces

services complètent les travaux du BNT en étendant la couverture à des activités autres que les négociations menées sous l'égide de l'ONU. L'année dernière, cela s'est traduit par des contrats pour rendre compte de 31 réunions supplémentaires allant de la Conférence mondiale sur les océans en Indonésie au Sommet mondial sur la sécurité alimentaire qui s'est déroulé en Italie.

L'un des défis de 2009-2010 a été de nature financière. Alors que les recettes ont augmenté malgré la situation mondiale difficile, l'ajout de trois séries supplémentaires de pourparlers avant la tenue de la conférence de Copenhague a créé des pressions financières en général. Par conséquent, le niveau habituel de couverture par le BNT de certaines des négociations (autres que celles sur le climat) a dû être réduit. Cependant, une répartition attentive des ressources a permis de faire en sorte que la plupart des couvertures soient épargnées, et nos lecteurs n'auront remarqué que des changements très mineurs au cas où il y en a eu.

Le lectorat du BNT et de nos autres publications a beaucoup d'influence puisqu'il est composé de fonctionnaires et de

représentants de l'ONU, de diplomates et autres personnes participant à l'élaboration des politiques au niveau international.

Notre influence sur ces décideurs est importante. Lors d'une enquête réalisée en 2009 auprès de presque 900 lecteurs, plus de 91 p. 100 ont déclaré que c'est largement grâce à nos rapports et analyses neutres et bien documentés qu'il existe une grande transparence des négociations environnementales multilatérales.

Étant donné que des décisions cruciales doivent être prises en 2010-2011 au sujet des changements climatiques, de la perte de biodiversité et d'autres questions qui pourraient avoir une influence sur le développement mondial dans 20, 50 et même 100 ans, les Services d'information continueront à promouvoir la transparence et la responsabilisation dans le cadre des principales négociations mondiales.

« Lors d'une enquête réalisée en 2009 auprès de presque 900 lecteurs, plus de 91 p. 100 ont déclaré que c'est largement grâce à nos rapports et analyses neutres et bien documentés qu'il existe une grande transparence des négociations environnementales multilatérales. »



Photo gracieuseté des Services d'information de l'IIDD.

Services d'information, points saillants

- Les Services d'information ont étendu leur couverture des changements climatiques en 2009 avec leur *Climate-L Daily Feed*. Ce service d'information quotidien offre une couverture complète des mesures et élaborations de politiques en matière de climat à l'échelle internationale. Depuis son premier lancement en 2008, la publication a connu une importante augmentation de son lectorat en 2009, atteignant un chiffre que l'on estime se trouver à 50 000 lecteurs d'ici la fin de l'exercice. La publication, préparée par une équipe de 14 experts dans divers aspects des changements climatiques rend compte au sujet d'environ 1 500 nouvelles activités, projets et autres initiatives par an. (<http://climate-l.org>)
- En plus de l'attention qu'ils portent aux accords et à l'élaboration de politiques dans le domaine de l'environnement à l'échelle mondiale, les Services d'information ont récemment étendu la portée de leur couverture aux processus régionaux. En 2006, nous avons formé des partenariats avec le ministère des Affaires environnementales de l'Afrique du Sud, le Programme des Nations Unies pour l'environnement et la Convention sur la diversité biologique pour couvrir les activités régionales africaines. À ce jour, cela a inclut la couverture de l'Union africaine et de ses organes subsidiaires, du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique et autres activités essentielles. L'initiative a réussi à offrir aux décideurs africains une beaucoup plus grande présence dans la communauté internationale.
- Au début 2010, l'IIDD a lancé une nouvelle phase de son initiative régionale avec l'ajout de la couverture de processus essentiels en Amérique latine et dans les Caraïbes. En partenariat avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes, les Services d'information amélioreront la transparence et le profil mondial des travaux de la région en matière de politiques sur le développement durable. Avec plus d'une douzaine d'experts basés dans les deux régions, nous sommes bien placés pour apporter transparence et meilleure sensibilisation chez les décideurs internationaux à l'égard des politiques publiques régionales connexes à l'eau, aux changements climatiques, aux ressources naturelles, à la foresterie, à la biodiversité, aux transports, à l'énergie et à d'autres enjeux primordiaux. Cela renforcera la prise de décision institutionnelle en Afrique, en Amérique latine et aux Caraïbes. (www.iisd.ca)



Nous tenons à souligner le généreux soutien financier apporté à nos travaux au titre des Services d'information par les donateurs suivants :

Bulletin des Négociations de la Terre et Site Web de Linkages :
Ministères et agences

- Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas (Donateur, soutien)
- Agence canadienne de développement international (Donateur, soutien)
- Bureau of Oceans and International Environmental and Scientific Affairs du Department d'État des États-Unis et le United States Agency for International Development (Donateur, soutien)
- Department for International Development du Royaume-Uni (Donateur, soutien)
- La Communauté européenne (DG-ENV) (Donateur, soutien)
- Ministère des Affaires étrangères du Danemark (Donateur, soutien)
- Ministère allemand de la coopération pour le développement par l'entremise de GTZ et du ministère allemand de la Gestion de la nature, des Forêts et de la Sécurité nucléaire (Donateur, soutien)
- Ministère de l'Environnement et du Territoire de l'Italie, Direction de la protection de la nature (Donateur, soutien)
- Office fédéral de l'Environnement, des Forêts et du Paysage de la Suisse
- Ministère des Affaires étrangères et ministère de l'Environnement de la Suède
- Ministère de l'Environnement de l'Autriche
- Gouvernement de l'Australie
- Ministère de l'Environnement et ministère des Affaires étrangères de la Finlande
- Ministère de l'Environnement du Japon (par l'entremise de l'Institute for Global Environmental Strategies) et le Ministère de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie (par l'entremise du Global Industrial and Social Progress Research Institute)
- Gouvernement de Nouvelle-Zélande
- Division de la conservation, Bureau de la foresterie, Conseil de l'Agriculture, Taïwan (par l'entremise de S.W.A.N. International)

Organisations intergouvernementales et agences spécialisées de l'ONU

- Programme des Nations Unies pour l'environnement
- Programme des Nations Unies pour le développement (donateur pour une réunion particulière)
- L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (donateur pour une réunion particulière)
- Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (donateur pour une réunion particulière)
- Conseil international des bois tropicaux (donateur pour une réunion particulière)

ENB en français (BNT)

- Ministère français des Affaires étrangères
- Québec, Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs
- Ministère de la planification nationale, de l'environnement et de la mobilité – région des Flandres
- Institut de L'Énergie et de l'Environnement de la Francophonie

ENB en espagnol

- Ministère espagnol de l'Environnement
- The Climate-L: UN Knowledge Management Platform on Climate Change Project*
- Direction du développement et de la coopération de la Suisse
- Multilateral Environmental Agreements (MEA) Bulletin*
- PNUE, Division du droit et des conventions relatifs à l'environnement

Couverture des réunions régionales en Afrique, en Amérique latine et aux Caraïbes

- Centre de recherches pour le développement international

Changements climatiques et énergie



John Drexhage,
directeur,
Changements
climatiques et énergie



Pendant presque dix ans, le programme de l'IIDD Changements climatiques et énergie a travaillé à la promotion de solutions de politiques viables pour le problème complexe des changements climatiques. Nous avons souligné la façon dont les réponses appropriées à cette question peuvent aider à promouvoir les voies vers le développement, plus particulièrement dans les domaines de l'énergie et des activités liées à l'utilisation des sols.

Regardant en arrière, nous avons de nombreuses raisons d'être fiers, y compris nos travaux sur la réalisation d'un dividende du développement au moyen du Mécanisme pour un développement propre, notre analyse des options pour un régime climatique de l'après-2012 et notre création et promotion d'outils pratiques pour l'adaptation. Nous avons constaté un important essor de notre programme, de notre personnel et de notre profil, particulièrement au cours des récentes années. À maints égards, 2009-2010 a été une année phare pour le programme puisque nous avons entamé de nouveaux travaux sur les approches sectorielles, la gestion des risques liés au climat et la réduction des émissions causées par la déforestation et la dégradation des forêts dans les pays en développement.



Cependant, comme nous l'avons indiqué dans le rapport annuel de l'an dernier, notre sentiment de réussite en tant qu'institut continue à être voilé par les progrès limités réalisés en ce qui concerne la réponse aux changements climatiques à l'échelle nationale, de l'Amérique du Nord et dans les négociations multilatérales. Alors que nous avons constaté une sensibilisation croissante et un ferme engagement politique, l'apparition d'un marché du carbone et une meilleure compréhension de ce qu'il faut pour s'adapter à un climat en évolution, des mesures concrètes appuyées par de solides politiques demeurent l'exception et non la règle.

Si à quelque chose malheur est bon, c'est la reconnaissance du fait qu'on ne peut aborder la question des changements climatiques en les isolant des plus vastes préoccupations quant au développement. Le fait que l'on centre plus l'attention sur le développement d'une économie verte et l'atteinte d'un développement résilient au climat dans tous les pays constituent un pas en avant positif. En tant qu'institut qui réalise depuis longtemps la promotion d'une approche intégrée et durable du climat et du développement, nous pouvons espérer que cela marque le début d'un cheminement plus progressif.

1. Membres d'un groupe de discussion pour un événement parallèle organisé par l'IIDD pendant la CdP15 : (G-D) le Premier ministre Jean Charest, Québec; Shalini Vajjhala, U.S. EPA; Gabriel Quadri, EcoSecurities; Dan Gagnier, IIDD et le Premier ministre Greg Selinger, Manitoba. Photo gracieuseté des Services d'information de l'IIDD.

2. Membres de l'association pasteurs Mado, Éthiopie. Photo gracieuseté de Beatrice Riché.

« Alors que nous avons constaté une sensibilisation croissante et un ferme engagement politique, l'apparition d'un marché du carbone et une meilleure compréhension de ce qu'il faut pour s'adapter à un climat en évolution, des mesures concrètes appuyées par de solides politiques demeurent l'exception et non la règle. »

Changements climatiques et énergie, points saillants

- Changements climatiques et énergie a lancé un projet pluriannuel en partenariat avec Alternatives to Slash and Burn Partnership for the Tropical Forest Margins au World Agroforestry Centre qui améliore la capacité de compréhension et d'engagement envers la réduction des émissions provenant de la déforestation et de la dégradation des forêts dans les pays en développement. (www.iisd.org/climate/land_use/redd/)
- Un projet de deux ans qui vise à réduire les risques liés au climat et aux changements climatiques a été inauguré dans quatre pays africains et cinq pays d'Amérique latine. Il soutiendra la détermination et la priorisation des risques climatiques et des options de gestion des risques connexes dans chaque pays.
- Dans le cadre des efforts permanents de promotion du dialogue au Canada au sujet de l'avenir du régime climatique international, nous avons accueilli une série de trois séances de dialogue de politique avec la société civile avant la CdP15 à Copenhague. Une séance de conclusion qui a eu lieu en 2010 a comporté des discussions sur la voie à suivre après la CdP15. (www.iisd.org/climate/north_american/unfccc_negotiations/)
- Nous avons donné considérablement plus de conseils stratégiques au sujet des développements nationaux et internationaux aux gouvernements provinciaux et aux acteurs influents du secteur privé. Nous avons accordé une attention particulière à l'évolution des négociations précédant et pendant la CdP15.
- Nous avons continué à apporter notre soutien au gouvernement du Manitoba alors qu'il met en œuvre son initiative de politique sur les changements climatiques intitulés *Beyond Kyoto*. Nous l'avons aidé à se préparer en vue de sa participation à l'accord Midwestern Greenhouse Gas Reduction Accord, à la Western Climate Initiative (WCI) et à la CdP15.
- Le projet *Clean Energy and Climate Change Action in North America* a été mis en œuvre en partenariat avec le Pembina Institute et la McCall MacBain Foundation, facilitant une « conversation uniformisée » productive entre le Canada, les É.-U. et le Mexique au sujet de la politique climatique et énergétique. (www.iisd.org/climate/north_american/collaboration.asp)
- Nos travaux se sont élargis dans le domaine des approches sectorielles, une option pour atteindre de considérables réductions des émissions de gaz à effet de serre produits par les secteurs grands consommateurs d'énergie dans les pays développés et en développement.
- Changements climatiques et énergie, en collaboration avec Commerce et investissement, a entrepris le projet *De Bali à Copenhague* qui a examiné les façons dont les politiques commerciales et d'investissement pourraient être utilisées pour atteindre les objectifs en matière de changements climatiques. (www.iisd.org/trade/crosscutting/bali_copenhagen/)
- Nous avons approfondi notre collaboration avec WCI en assumant un rôle d'expert-conseil, aidant les États et les provinces alors qu'ils collaborent pour concevoir la facette réglementaire de l'initiative pour réaliser des réductions des émissions de gaz à effet de serre.
- Changements climatiques et énergie a examiné les moyens de promouvoir l'atténuation des gaz à effet de serre produits par le secteur agricole au moyen d'un régime climatique international en encourageant la prise de mesures dans les pays développés qui produiront d'importants avantages en matière de développement durable. (www.iisd.org/climate/kyoto/climate_agriculture.asp)
- Les travaux concernant l'outil d'identification des risques CRISTAL (Outil d'identification des risques au niveau communautaire – Adaptation et moyens d'existence) se sont étendus alors que nous avons établi de nouveaux partenariats avec des instituts de recherche, des organisations multilatérales et des organisations d'aide au développement en Afrique et en Asie. (www.cristaltool.org)
- Nous avons amélioré la sensibilisation aux possibles implications des changements climatiques pour la sécurité au Moyen-Orient grâce à une série de séminaires et de dialogues internationaux de haut niveau auxquels ont participé des ministres de nombreux pays. (www.iisd.org/security/es/climate/)
- Nous avons réalisé une analyse comparative de la vulnérabilité aux changements climatiques et de la capacité d'adaptation dans les communautés de pasteurs Borana et Somali en Éthiopie en collaboration avec trois partenaires. L'étude a été utilisée pour élaborer une série de recommandations destinées aux NGO, au gouvernement éthiopien et aux donateurs internationaux. (www.iisd.org/publications/pub.aspx?pno=1239)

Nous tenons à souligner le généreux soutien apporté à nos travaux au titre du programme Changements climatiques et énergie par les donateurs suivants :

Africa Progress Panel
Agriculture et Agroalimentaire Canada
Conseil international du Canada
CARE International
Center for International Forestry Research
Centra Technology, Inc
Climate Strategies
ConocoPhillips
Enbridge
Environnement Canada
Environnement et développement du tiers monde
Gouvernement de l'Alberta
Gouvernement de la Colombie-Britannique
Gouvernement du Manitoba
Gouvernement du Nouveau-Brunswick
Gouvernement de Terre-Neuve et du Labrador
Gouvernement de la Nouvelle-Écosse, Ministry of the Environment
Gouvernement de l'Ontario, ministère de l'Environnement
Gouvernement du Québec
Heinrich Böll Stiftung
Centre de recherches pour le développement international
Institut coréen pour la politique économique internationale
Manitoba Hydro
McCall MacBain Foundation
Ministère des Affaires étrangères du Danemark
Norwegian Agency for Development Cooperation
Ministère royal norvégien des Affaires étrangères
Organisation de coopération et de développement économiques
Secrétariat du Pacific Regional Environment Programme
Spectra Energy
Suncor
Ministère suédois des Affaires étrangères
Transcanada Pipelines
Programme des Nations Unies pour le développement
Programme des Nations Unies pour l'environnement
Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
Vale Inco Limited
Western Governors' Association

Rapport des vérificateurs

Aux membres de l'Institut international du développement durable

Nous avons vérifié le bilan consolidé de l'Institut international du développement durable au 31 mars 2010 et les états consolidés des résultats, de l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Institut. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

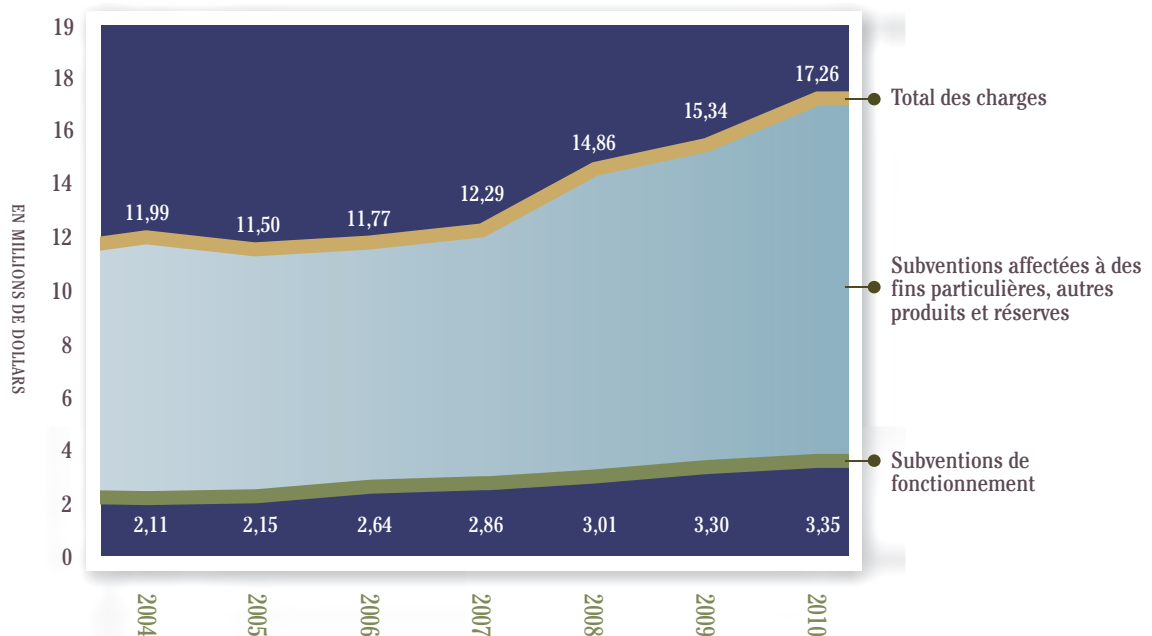
Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'Institut au 31 mars 2010 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Deloitte + Touche s.r.l.

Comptables agréés
Winnipeg (Manitoba)
Le 21 mai 2010

2004—2010 évolution du financement de l'IISD



Bilan consolidé

31 mars 2010

	2010	2009
ACTIF		
À COURT TERME		
Trésorerie	2 487 387 \$	2 447 317 \$
Titres négociables	8 281 403	8 035 878
Débiteurs	8 608 564	7 734 176
Frais payés d'avance et dépôts	282 818	421 867
	19 660 172	18 639 238
IMMOBILISATIONS	294 788	363 747
	19 954 960 \$	19 002 985 \$
PASSIF		
À COURT TERME		
Créditeurs et charges à payer	2 106 419 \$	1 789 305 \$
Produits reportés	10 718 830	8 911 755
	12 825 249	10 701 060
ACTIFS NETS		
Actifs nets investis en immobilisations	294 788	363 747
Réserve pour création de programmes	4 523 318	4 595 558
Réserve pour développement à long terme	—	460 759
Fonds d'innovation	37 640	29 743
Fonds de campagne	48 993	30 351
Actifs de fonctionnement nets non affectés	2 224 972	2 821 767
	7 129 711	8 301 925
	19 954 960 \$	19 002 985 \$

État consolidé des résultats

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2010

	2010	2009
PRODUITS		
Subventions affectées à des fins particulières	13 385 202 \$	11 231 702 \$
Subventions de fonctionnement	3 353 952	3 301 532
Fonds d'innovation	66 295	77 969
Intérêts	248 965	352 496
Autres (pertes) produits	(989 347)	488 681
TOTAL DES PRODUITS	16 065 067	15 452 380
CHARGES		
Projets		
Commerce et investissement	4 781 443	4 799 502
Services de production de rapports	3 438 410	3 200 419
Changements climatiques et énergie	3 307 224	1 989 601
Gestion durable des ressources naturelles	1 424 658	1 356 237
Mesures et indicateurs	1 071 999	834 819
Connectivité mondiale	626 614	1 009 373
Création de nouveaux projets	124 723	177 848
Fonds d'innovation	69 051	80 168
Politique économique	—	2 747
	14 844 122	13 450 714
Administration	1 363 415	957 869
Financement, publication et communications	919 974	744 451
Conseil d'administration	136 309	183 976
TOTAL DES CHARGES	17 263 820	15 337 010
EXCÉDENT (DES CHARGES SUR LES PRODUITS) DES PRODUITS SUR LES CHARGES	(1 198 753)	115 370
MONTANT AFFECTÉ AUX		
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT NETS NON AFFECTÉS		
Actifs nets investis en immobilisations	68 959	68 789
Réserve pour création de programmes	72 240	138 621
Réserve pour développement à long terme	460 759	372 722
	(596 795)	695 502
(DIMINUTION) AUGMENTATION DES ACTIFS DE FONCTIONNEMENT NETS NON AFFECTÉS	(596 795)	695 502
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT NETS NON AFFECTÉS AU DÉBUT	2 821 767	2 126 265
ACTIFS DE FONCTIONNEMENT NETS NON AFFECTÉS À LA FIN	2 224 972 \$	2 821 767 \$

Accords de financement

Subventions affectées à des fins particulières L'IIDD reçoit des fonds de divers organismes publics et privés dans le but de financer des projets précis visant la poursuite de ses objectifs stratégiques. Ces projets peuvent s'échelonner sur une période supérieure à un an. Les subventions accordées connexes sont comptabilisées lorsque les accords de financement sont conclus, et elles sont constatées dans les produits à mesure que les projets sont réalisés. Le tableau comparatif suivant résume les engagements relatifs aux subventions affectées à des fins particulières au cours de l'exercice :

	Subventions selon les accords	
	2010	2009
(en milliers de dollars)		
Gouvernements et organismes		
canadiens	1 983 \$	2 750 \$
internationaux	7 612	7 315
	9 595	10 065
Organismes des Nations Unies	4 130	801
Organismes internationaux	605	306
Fondations philanthropiques	363	604
Secteur privé et autres	981	681
	15 674 \$	12 457 \$

Les subventions affectées à des fins particulières et les autres produits sont ventilés par secteur d'activité comme suit : les autres produits englobent les ventes de publications, le recouvrement des coûts et, en ce qui a trait au poste Administration, création de nouveaux projets, financement, publication et communications, la perte nette de change au 31 mars 2010 d'un montant de 1 146 000 \$ (gain de 402 000 \$ en 2009).

Secteurs d'activité	Autres produits	Subventions affectées à des fins particulières		Total
		Fonds d'innovation	(en milliers de dollars)	
Commerce et investissement	29 \$	– \$	4308 \$	4337 \$
Services de production de rapports	5	–	3244	3249
Changements climatiques et énergie	51	–	3121	3172
Gestion durable des ressources naturelles	6	–	1281	1287
Mesures et indicateurs	25	–	847	872
Connectivité mondiale	5	–	484	489
Administration, création de nouveaux projets, financement, publication et communications	(1 110)	–	100	(1 010)
	(989)	–	13 385	12 396
Fonds d'innovation	–	66	–	66
	(989) \$	66 \$	13 385 \$	12 462 \$

Subventions de fonctionnement L'Institut a conclu avec Environnement Canada un accord d'une durée d'un an, soit du 1^{er} avril 2009 au 31 mars 2010. En octobre 2008, un accord d'une durée de dix-huit mois a été conclu avec l'Agence canadienne de développement international (l'« ACDI »), pour un total de 2,28 M\$. De ce montant, une tranche de 760 000 \$ a été allouée à l'exercice 2008-2009 et une tranche de 1,52 M\$ à l'exercice 2009-2010. Le montant total alloué à l'exercice 2009-2010 a été reçu et est inclus dans les produits pour l'exercice. L'accord conclu avec l'ACDI procure à l'IIDD des subventions de fonctionnement et l'accord conclu avec Environnement Canada procure à l'IIDD une combinaison de subventions de fonctionnement et d'apports à la recherche répondant aux intérêts et aux priorités du Canada. L'IIDD a des accords de financement avec le gouvernement du Manitoba et le Centre de recherches pour le développement international (le « CRDI ») pour des périodes de cinq et six ans se terminant le 31 mars 2011 et le 30 juin 2012, respectivement. Ces deux accords procurent également une combinaison de subventions de fonctionnement et d'apports à la recherche répondant aux intérêts et aux priorités des bailleurs de fonds. Au cours de l'exercice, les subventions de fonctionnement prévues par l'accord avec le CRDI ont augmenté de 115 000 \$.

Le financement lié aux subventions de fonctionnement se résume comme suit :

	Subventions selon les accords	Subventions comptabilisées		Engagement de subventions résiduel
		2010	Exercices antérieurs	
(en milliers de dollars)				
Gouvernement du Canada				
Environnement Canada	500 \$	500 \$	– \$	– \$
Agence canadienne de développement international	2 280	1 520	760	–
Gouvernement du Manitoba	4 186	837	2 511	838
Centre de recherches pour le développement international	2 022	497	767	758
Produits tirés des subventions de fonctionnement (note 3b), i)	8 988 \$	3 354 \$	4 038 \$	1 596 \$

Accords de financement

Fonds d'innovation

En 2005, le conseil d'administration a constitué le Fonds d'innovation IIDD ayant pour but de recevoir les apports des donateurs destinés à être affectés au développement de nouvelles idées pour un monde meilleur et à combler les besoins futurs. Le Fonds d'innovation fournit du « capital-risque intellectuel » aux chercheurs de l'IIDD afin qu'ils repoussent les frontières de l'innovation en offrant une flexibilité habituellement absente des mécanismes conventionnels de financement. Les subventions sont octroyées à des projets précis du Fonds d'innovation par suite d'un processus d'examen formel comprenant des critères préétablis.

Sommaire des activités du Fonds d'innovation depuis sa création jusqu'au 31 mars 2010

(en milliers de dollars)

Apports reçus :

Alcan Inc.	90 \$
The Kathleen M. Richardson Foundation	75
La Great-West, compagnie d'assurance-vie	75
Groupe Investors	75
Manitoba Hydro	75
JFC Burns Investment	35
La compagnie E. I. du Pont Canada	20
Autres (moins de 10 000 \$)	8
	453
Montant affecté de la réserve pour création de programmes	20
	473 \$

Subventions octroyées aux projets

Exercices antérieurs

Rapport sur le développement humain et l'écosystème	17 \$
Dégager les défis posés par l'environnement et la sécurité en Chine	14
Défis relatifs à la gouvernance et à la reddition de comptes pour les entités non juridiques	13
Droits relatifs aux catastrophes naturelles et aux ressources	13
Renforcement des capacités pour un développement durable en Corée du Nord	7
Changements climatiques, ressources et conflit : comprendre les liens entre l'environnement et la sécurité au Soudan	25
Réaliser l'avantage de Budapest : institutionnaliser la présence de l'IIDD au sein de l'Union européenne	9
Condensé actualisable et électronique des décisions d'arbitrage relevant du droit international des investissements	34
Approche écosystémique des objectifs du Millénaire pour le développement et des accords environnementaux multilatéraux	26
Changements climatiques et santé	17
Centre de services consultatifs en matière de droit international des investissements	29
Approvisionnement durable	25
Dialogue entre le Commonwealth et la francophonie	30
Créer des systèmes d'information de prochaine génération pour les parties prenantes relatifs à des projets avec indicateur intégré à des projets de scénarios futurs	30
Logiciel libre/de fixation à froid : laboratoire de communications de l'IIDD	23

Étude de faisabilité d'espaces verts	19
Promouvoir un investissement durable dans le secteur de l'eau : nouvelle orientation du projet de classification croisée sur l'eau de l'OCDE	40
Private Social Equity	31
Gender Impacts of Regional Trade Agreements	29
Gender Equity in Commodity Sustainability Standards	13
Recouvrement de subventions octroyées au cours d'exercices antérieurs	(2)
	442

Exercice considéré

Recouvrement de subventions octroyées au cours d'exercices antérieurs	(7)
	435
Solde du Fonds d'innovation au 31 mars 2010	38 \$

Fonds de campagne

En 2007, le conseil d'administration a lancé une campagne de financement visant à recevoir de donateurs des apports qui serviront à des projets ayant trait au développement durable dans lesquels s'impliquent de jeunes professionnels, à des initiatives liées aux changements climatiques, à des initiatives communautaires et autres besoins du programme. Des subventions sont octroyées à des projets particuliers qui répondent aux critères de la campagne.

Sommaire de la campagne de financement depuis sa création jusqu'au 31 mars 2010

(en milliers de dollars)

Apports reçus :

Manitoba Hydro	250 \$
Fondation McCall MacBain	237
Particuliers	101
Fondation RBC	100
JFC Burns Investment	35
CP Loewen Family Foundation	20
Banque HSBC Canada	13
Delmar Global Trusts	12
Exportation et développement Canada	1
	769

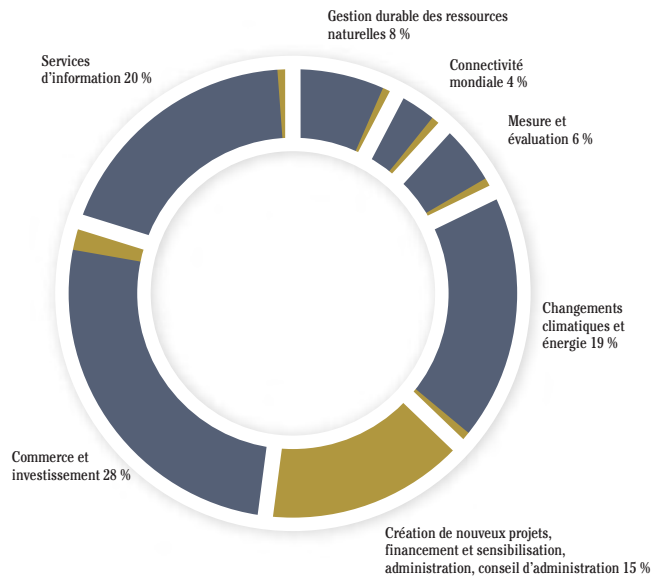
Subventions octroyées aux projets

Exercices antérieurs

IISD Board Youth Consultation	13
Leaders for a Sustainable Future/Trade Knowledge Network Internship	39
Intern Community Training Platform	20
Building Alliance of Institutions Training Young Professionals	10
	82

Exercice considéré

Centre d'innovation pour l'eau	325
Changements climatiques et énergie	248
Conférence du CSIN : Accountability Through Measurement	34
Sustainable Leadership Innovation Centre	25
Manitoba Eco Tender	25
Recouvrement de subventions octroyées au cours d'exercices antérieurs	(19)
	638
Solde du Fonds de campagne au 31 mars 2010	49 \$

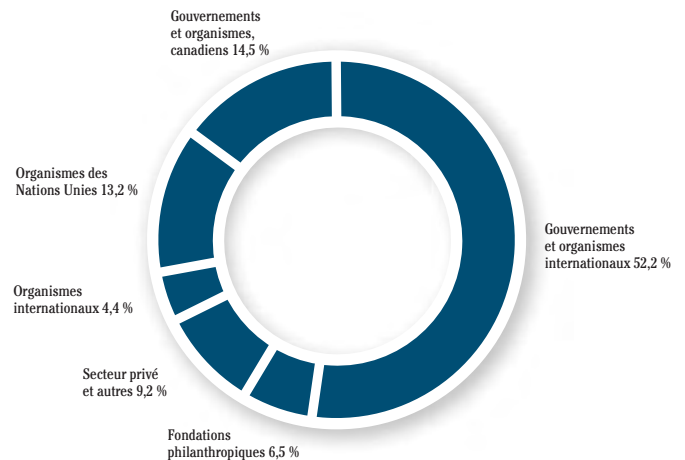


Produits et charges par catégorie de projets en 2009-2010

Total des charges 17 263 820 \$

Financé au moyen de ce qui suit :

- Subventions de fonctionnement et réserves
- Subventions affectées à des fins particulières et autres produits



Subventions affectées à des fins particulières, par donateur 2009-2010

Total des subventions affectées à des fins particulières 13 385 202 \$

Annexe du fonctionnement par secteur d'activité (en milliers de dollars)

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2010

	Commerce et investissement	Services de production de rapports	Changements climatiques et énergie	Gestion durable des ressources naturelles	Mesures et indicateurs	Connectivité mondiale	Fonds d'innovation	Création de nouveaux projets	Publication et communications	Financement	Administration	Conseil d'administration	Total 2010	Total 2009
Produits	4 337 \$	3 249 \$	3 172 \$	1 287 \$	872 \$	489 \$	66 \$	52 \$	5 \$	2 \$	(1 069) \$	— \$	12 462 \$	11 798 \$
Personnel	2 551	842	1 461	884	606	406	40	68	319	250	905	—	8 332	7 767
Collaborateurs	1 080	1 219	819	189	130	79	28	37	53	1	182	—	3 817	3 065
Déplacements	355	1 060	457	165	98	76	—	13	26	18	93	—	2 361	2 158
Loyer	151	103	78	47	31	20	—	—	17	12	48	—	507	484
Fournitures et autre matériel	130	79	61	45	25	15	—	2	40	18	71	—	486	491
Publications	86	40	60	44	56	6	1	—	31	22	—	—	346	245
Amortissement des immobilisations	44	30	22	17	9	7	—	—	10	5	16	—	160	238
Réunions	330	—	295	13	92	9	—	5	45	24	23	—	836	412
Télécommunications	36	60	46	15	20	6	—	—	18	3	19	—	223	229
Conseil d'administration	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	136	136	184
Documents de recherche	18	6	8	6	5	3	—	—	2	5	7	—	60	64
Total des charges	4 781	3 439	3 307	1 425	1 072	627	69	125	561	358	1 364	136	17 264	15 337
Excédent des charges sur les subventions affectées à des fins particulières et autres produits	(444) \$	(190) \$	(135) \$	(138) \$	(200) \$	(138) \$	(3) \$	(73) \$	(556) \$	(356) \$	(2 433) \$	(136) \$	(4 802)	(3 539)

Excédent des charges sur les subventions affectées à des fins particulières financées au moyen des éléments suivants :

Subventions de fonctionnement	3 354	3 302
Intérêts	249	352
Excédent (des charges sur les produits) des produits sur les charges	(1 199) \$	115 \$

Annexe consolidée des subventions affectées à des fins particulières (en milliers de dollars)

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2010

Gouvernement du Canada (et organismes s'y rattachant)

Centre de recherches pour le développement international (CRDI)	890 \$
Environnement Canada	341
Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC)	67
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien (MAINC)	57
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI)	53
Agence canadienne de développement internationale (ACDI)	20
Ressources humaines et développement des compétences Canada	19
Santé Canada	12
Affaires indiennes et du Nord Canada (AINC)	10
	<hr/>
	1 469

Gouvernements provinciaux

Manitoba	368
Québec	95
Nunavut	22
Nouveau-Brunswick	5
Terre-Neuve-et-Labrador	5
Ontario	5
Nouvelle-Écosse	5
Alberta	5
Colombie-Britannique	4
	<hr/>
	514

Gouvernements étrangers

Norvège	
Agence norvégienne de développement et de coopération (NORAD)	1 642
Ministère des Affaires étrangères	397
Direction de la gestion de la nature	24
Royaume-Uni	
Ministère du Développement international (DFID)	1 409
Suisse	
Direction du développement et de la coopération (DDC)	1 142
Office fédéral de l'environnement (OFEV)	111
Centre national de compétence en recherche (NCCR)	50
Secrétariat d'État à l'économie (SECO)	48
Suède	
Ministère des Affaires étrangères	254
International Development Cooperation Agency (SIDA)	179
Ministère de l'environnement	71
France	
Ministère de l'Écologie	270
Institut de l'Énergie et de l'Environnement de la Francophonie (IEPF)	180
Commission européenne	445
Danemark	
Mission permanente à Genève	311
Ministère des Affaires étrangères	103
Allemagne	
Ministère fédéral de l'Environnement (BMU)	125
Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ)	90
Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ)	55
Italie	
Ministère de l'environnement	150
Autriche	
Ministère fédéral autrichien de l'agriculture, des forêts, de l'environnement et de la gestion des eaux	134
Ministère fédéral des Affaires européennes et internationales	14
Japon	
Institut des stratégies environnementales mondiales (IGES)	79
Institut de recherches sur l'industrie mondiale et le progrès social (GISPRI)	35
Belgique	
Ministère de la planification nationale, de l'environnement et de la mobilité	90
Nouvelle-Zélande	
Ministère des affaires étrangères et du commerce	63
Taiwan	
Bureau de représentation de Taipei au Canada	54

Indonésie	
Ministère des affaires maritimes et des pêches	45
Asie	
Asian Development Bank	42
	<hr/>
	7 612

Organismes des Nations Unies

Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)	1 884
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	1 795
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	189
Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche (INUFR)	58
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)	50
Programme régional océanique de l'environnement (PROE)	40
Organisation météorologique mondiale	26
Stratégie internationale de prévention des catastrophes naturelles des Nations Unies	25
Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC)	21
La Commission économique des Nations Unies pour l'Europe	20
Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)	11
Autres (moins de 10 000 \$)	11
	<hr/>
	4 130

Organismes internationaux

Institut humaniste pour la coopération avec les pays en développement (HIVOS)	103
Cooperative for Assistance and Relief Everywhere, Inc. (CARE)	91
Climate Strategies (CS)	78
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)	65
Institut international pour l'environnement et le développement (IIED)	60
Partnership for Environmental Management for the Seas of East Asia (PEMSEA)	51
Banque mondiale	47
Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP)	45
Centre de recherche forestière internationale (CIFOR)	26
Autres (moins de 10 000 \$)	20
Secrétariat du Commonwealth	19
	<hr/>
	605

Fondations philanthropiques

Rockefeller Brothers Funds	129
Citigroup Foundation	116
United Way of Winnipeg	70
Fondations communautaires du Canada	17
Fondation Africa Progress Panel	11
Autres (moins de 10 000 \$)	20
	<hr/>
	363

Secteur privé et autres

Genome Prairie	175
Accountability Strategies	114
Canarie Incorporated	100
Manitoba Hydro	95
ESSA Technologies Ltd.	83
Commission de coopération environnementale (CCE)	55
Rainforest Alliance	53
Red River Basin Commission	35
TransCanada Pipelines	30
Fédération canadienne des municipalités	30
Conseil international des bois tropicaux	27
EcoRessources Consultants Inc.	21
Ville de Winnipeg	20
Health in Common	20
EMC Computer Systems South Africa Ltd.	19
Autorité canadienne pour les enregistrements Internet	19
Organisation internationale Environnement et Développement du Tiers Monde	16
Deloitte	13
Claremont Graduate University	10
Autres (moins de 10 000 \$)	46
	<hr/>
	981
	<hr/>
	15 674 \$